

L'OBSoC^{CO}



Les Perspectives utopiques des Français

Mai 2020

RAPPORT D'ANALYSE

Soutenu par





Ce rapport est fondé sur l'analyse des résultats d'une enquête conduite alors que les Français s'apprêtaient à entrer dans la phase de déconfinement avec près de deux mois d'une vie suspendue par la crise sanitaire. L'objectif était d'observer **dans quelle mesure l'épreuve traversée était de nature à modifier leurs visions du monde, leurs aspirations et leurs idéaux**. Pour ce faire, nous avons reconduit, avec le soutien de l'ADEME, une large partie du questionnaire qui était à la base de l'*Observatoire des perspectives utopiques* élaboré en 2019 en collaboration avec l'ADEME, BPI-France et la Chaire ESCP-E.Leclerc – BearingPoint. Au cœur du dispositif, la mesure du degré d'adhésion des Français à trois modèles de société idéale, trois « systèmes utopiques » : l'utopie écologique, l'utopie sécuritaire et l'utopie techno-libérale. Au-delà, nous explorons aussi des aspirations d'envergure sectorielle ou thématique plus disparates, que ces trois systèmes utopiques laissent de côté et qui peuvent cependant former le terreau de leurs évolutions ou de l'émergence de nouvelles utopies.

Les données présentées dans ce rapport sont issues d'une enquête réalisée en ligne par L'ObSoCo sur le panel de Respondi du 6 au 13 mai 2020. L'étude a été conduite sur la base d'un échantillon de 1888 personnes représentatif de la population de France métropolitaine âgée de 18 à 70 ans. Cette étude est une reconduction partielle de l'observatoire des perspectives utopiques publié en 2019.

Afin de faciliter les comparaisons, les questions, leur présentation dans le questionnaire et l'échantillonnage ont été reproduits à l'identique. Ainsi, dans l'objectif de garantir une représentativité fine, les données ont été redressées à partir de l'ensemble des critères ayant servi de quotas.

Les questions ouvertes présentes dans ce rapport ont été exploitées grâce à la plateforme d'analyse sémantique mise à disposition par *k'mino*, start-up spécialisée dans la data science, le machine learning et le NLP (Natural Language Processing).

SOMMAIRE

Synthèse	4
Introduction	8
Le positionnement par rapport aux trois systèmes utopiques	9
Les appréciations globales	9
Examen de détail.....	14
La porosité des préférences	23
Les perspectives utopiques thématiques	29
La conception d'une vie réussie.....	29
Le système politique et l'organisation de la vie économique.....	30
Les inégalités et la redistribution	33
Le rapport au cosmopolitisme.....	36
Le rapport au travail.....	37
Le rapport au temps	40
Le rapport à la consommation et au commerce.....	41
Le rapport au cadre de vie	47
Les aspirations spontanées au changement	48
Les activités qu'il faudrait cesser ou ralentir.....	48
Les activités à encourager	49

SYNTHÈSE

La conclusion générale qui se dégage de la comparaison des résultats des deux vagues de l'enquête est que la crise sanitaire ne s'est pas accompagnée de bouleversements profonds de l'état des aspirations des Français. Leurs préférences à l'égard des trois systèmes utopiques sont même restées en moyenne remarquablement stables : **55% privilégient l'utopie écologique, 31% l'utopie sécuritaire et 14% l'utopie techno-libérale pour respectivement 55%, 30% et 15% il y a exactement un an.** Rien d'étonnant à cela : en matière de valeurs et d'imaginaires, les mutations, souvent silencieuses, s'opèrent sur le temps long.

Pour autant, derrière cette apparente stabilité des moyennes, l'analyse approfondie des résultats révèle des évolutions significatives et riches d'enseignements sur la façon dont les Français vivent, interprètent et s'approprient cet épisode sans précédent.

*

D'abord en termes d'intensité. Au-delà des moyennes, nous avons mesuré le poids des répondants ayant chaudement évalué chacun des trois systèmes utopiques (les « supporters »).

- **Si l'utopie écologique continue d'être le système utopique le mieux évalué par les Français à un niveau comparable à celui enregistré il y a un an, elle bénéficie d'une progression de trois points du poids de ceux qui l'évaluent très favorablement, qui atteint ainsi le niveau très élevé de 58 %,** alors que le poids des détracteurs, qui était déjà très faible, perd encore un point, à 4 %.
- Si le poids des détracteurs de l'utopie sécuritaire est stable à un niveau faible (9 %), celui des supporters progresse de deux points.
- L'utopie techno-libérale, quant à elle, gagne des détracteurs et perd en supporters.

*

Des évolutions significatives apparaissent également en termes de structure. La comparaison des profils des partisans de chacun des trois systèmes utopiques des deux vagues de l'enquête **révèle que, sur de nombreux thèmes, la stabilité relative des moyennes dissimule des évolutions divergentes selon les différentes composantes de la population. Sur plusieurs thèmes, l'écart se creuse entre le haut de l'échelle sociale, et le bas ou le niveau intermédiaire.**

- Par exemple, l'attraction pour l'utopie écologique progresse fortement parmi les catégories socioprofessionnelles supérieures (CSP+), **passant de 57 % à 68 %, alors que celle des CSP intermédiaires a reculé de 61 % à 52 %, au profit principalement de l'utopie sécuritaire.**
- **De même, l'attraction exercée par l'utopie écologique sur les plus jeunes, déjà forte, s'est encore renforcée :** désormais, 72 % des 18-24 ans ont marqué leur préférence pour ce système utopique (61 % en 2019), au détriment de l'utopie sécuritaire (16 %, contre 22 % en 2019). Ce mouvement est partiellement contrebalancé par **un certain recul de l'utopie écologique parmi les 65-70 ans,** qui ne sont plus que 40 % à la désigner comme leur système utopique préféré (51 % en 2019), au profit des deux autres utopies.

- Alors que l'aspiration à consommer moins mais mieux progresse chez les CSP+, elle diminue fortement chez les CSP-. De même, la progression de l'aspiration à travailler moins se concentre sur les répondants situés en haut de l'échelle sociale, alors que le mouvement inverse est observé parmi les CSP- et intermédiaires.
- Sur le plan des sensibilités politiques, **l'utopie écologique a fortement progressé parmi les répondants se situant « au centre »** (la proportion de partisans passe de 56 % à 68 %) et, dans une moindre mesure, « à droite » (de 40 % à 44 %). La désaffection à l'égard de l'utopie techno-libérale concerne plus particulièrement les personnes positionnées « à gauche » et « au centre ».

Par ailleurs, le vécu de la crise sanitaire a renforcé **la posture critique à l'égard de la mondialisation**, très présente avant le confinement. Les orientations cosmopolites, déjà minoritaires, sont en recul et le rapport à « l'étranger » est empreint d'importantes réserves (y compris de la part de partisans de l'utopie écologique), l'aspiration à voir se réduire le flux d'entrée des immigrés progressant entre les deux vagues.

- En 2019, **36 % des répondants acquiesçaient à la proposition « je suis favorable à l'établissement d'un gouvernement mondial associé à une citoyenneté planétaire »**. Cette part s'établit désormais **27 %**, alors que celle des répondants en désaccord est passée de 42 % à 50 %. Ce mouvement se retrouve dans l'ensemble des tranches d'âge. Il est particulièrement sensible parmi **les 18-24 ans où l'on passe d'un taux d'adhésion à l'idée d'une citoyenneté planétaire de 52 % à 40 %**. Ce taux d'adhésion continue de reculer de manière monotone avec l'âge (10 % parmi les 65-70 ans). **Le recul est également particulièrement marqué parmi les CSP-**.

La vision d'une économie protégée de la concurrence internationale, qui se relocalise, est très largement partagée et enregistre une progression. **L'approfondissement de cette logique de fermeture (qui fait d'ailleurs directement écho à la façon dont la crise sanitaire a été gérée en France comme ailleurs par la fermeture des frontières) trouve en outre son pendant dans l'appétence pour le local et la proximité, elle aussi déjà présente mais qui en sort renforcée.**

*

La crise a, semble-t-il, exercé un effet ambigu sur le rapport des Français à la science et la technologie, et par là, aux experts. Le rejet, déjà très fort, de la rencontre de la technologie et du vivant, des perspectives transhumanistes relatives à « l'homme augmenté », s'est encore accentué et constitue un élément de consensus au sein de la société française. Mais parallèlement, l'idée de l'importance du soutien qu'il convient d'apporter au développement de la science et de la technologie, notamment afin d'assurer une plus grande indépendance au pays par rapport à l'étranger, réunit une part importante et croissante des personnes interrogées. Il y a là probablement les conséquences à la fois de la prise de conscience de l'importance de la recherche face au risque majeur que constitue une pandémie et de la dépendance du pays sur ce plan à l'égard de l'étranger.

- La part des Français se disant confiants dans la capacité de la science et de la technologie à faire face aux problèmes environnementaux progresse de 6 points et devient ainsi majoritaire. L'exposition médiatique dont ont bénéficié les chercheurs durant la crise, le rôle que le conseil scientifique a joué dans les décisions prises par le Gouvernement contribuent très probablement à la progression des aspirations à voir la compétence et l'expertise jouer un rôle plus important dans l'organisation de la vie politique.
- A contrario, on observe un net recul des visions d'un système politique idéal reposant sur des élus non professionnels de la politique ou sur des citoyens tirés au sort. Pour autant, l'aspiration à voir les

citoyens davantage impliqués dans la prise de décision, via le recours au référendum, demeure très forte.

Les positions par rapport aux inégalités se sont également quelque peu déplacées à la faveur de la crise.

- 79 % des Français interrogés s'accordent autour de l'idée qu'il conviendrait de fixer une limite maximum aux très hauts salaires. C'est 4 points de plus qu'avant la crise sanitaire, et la limite indiquée par les répondants s'est déplacée vers le bas.
- Cependant, on note une progression de l'acceptation des inégalités qui récompensent l'effort et le talent (effet de la valorisation de la contribution au bien commun des salariés « en première ligne » ?) et le pourcentage des Français qui estiment qu'il faudrait augmenter sensiblement le montant des minimas sociaux et des revenus de solidarité, quitte à augmenter les impôts et les cotisations sociales, recule et devient minoritaire. De même, si 42 % des Français interrogés se déclarent en faveur de l'instauration en France du revenu universel, c'est 6 points de moins qu'en 2019.

L'expérience du ralentissement pour nombre d'actifs semble s'être accompagnée d'une prise de recul sur le travail.

- Les écarts relatifs à la durée hebdomadaire du travail idéale se sont creusés, alors que progressent la part des actifs désireux de travailler *plus* mais aussi celle de ceux qui aspirent à travailler *moins* que 35 heures. Ces derniers sont aujourd'hui plus nombreux (un sur deux) à déclarer être prêts à accepter une baisse de revenu en contrepartie.
- **Le temps passé avec ses proches et la pratique du faire soi-même demeurent des aspirations fortes en matière d'usage du temps libéré, avant les vacances et l'exercice de ses passions.** Cette appétence pour l'intensification des relations avec ses proches est confirmée par la priorité qui est donnée à la proximité de la famille et des amis dans la définition du cadre de vie idéal, qui marque une progression par rapport à la situation avant crise.

*

Le niveau de préoccupation à l'égard des enjeux environnementaux, initialement déjà très élevé, n'a pas progressé significativement à la faveur de la crise sanitaire. On observe même une baisse importante, parmi les personnes déclarant vouloir consommer mieux, de la modalité consistant à acheter des produits respectueux de l'environnement, au profit de bénéfiques plus directement autocentrés (des produits utiles, des produits qui durent), et de la consommation de produits locaux.

*

Pour compléter notre approche, nous avons également introduit dans notre questionnaire deux questions ouvertes, directement - mais librement - inspirées des pistes de réflexion lancées par Bruno Latour dans un article paru le 30 mars dernier dans la revue en ligne AOC, invitant les lecteurs à dresser un petit inventaire des activités qu'ils aimeraient voir reprendre à l'identique, se développer ou au contraire ralenties ou stoppées.

- **En tête des activités qui ne leur semblent pas indispensables** pour le pays et la société : les industries et mobilités polluantes – notamment le transport aérien – puis les délocalisations. Une part importante de répondants remet également en cause notre modèle de développement avec l'appel à diminuer fortement voire à arrêter la production de masse/intensive et la consommation de masse.

- **S'agissant des activités dont ils souhaiteraient qu'elles reprennent / se développent ou qui devraient être inventées dans un "monde d'après"**, les suggestions qui reviennent le plus fréquemment renvoient à la relocalisation des activités économiques, au renforcement des services publics et à la solidarité et l'entraide. Sur ce dernier point, à la lecture des contributions, ce sont surtout les solidarités à destination des plus proches (ses voisins), des plus diminués, âgés ou encore des personnels hospitaliers qui s'expriment. On trouve également une déclinaison économique de cette dimension autour du soutien aux petits commerces, aux circuits courts et au bio.

*

En conclusion, l'épisode que nous traversons semble avoir consolidé un socle consensuel autour du désir de nous diriger vers une société associée à une organisation de la vie économique et à des modes de vie et de consommation plus compatibles avec les défis environnementaux, reposant sur une plus grande maîtrise des relations avec l'étranger et la valorisation du local et de la proximité.

Un des résultats forts de la vague de 2019 de l'enquête demeure d'actualité : au-delà de la prise de conscience de la nécessité de réagir à l'urgence climatique, c'est bien **une volonté de refonte en profondeur des bases de l'organisation économique et politique de la société qui est attendue et, sans doute plus encore, un désir de tendre vers des modes de vie qui, par l'intensification des relations sociales, l'ancrage territorial, la réalisation personnelle et la conquête d'une plus grande autonomie notamment au moyen du « faire », contribuent à une nouvelle définition du bien-être.** Il n'en demeure pas moins que **des lignes de fracture perdurent voire s'amplifient dans les aspirations des Français (notamment dans le rapport à l'altérité ou à la consommation)** et que, au-delà des idéaux, les différentes composantes de la société se trouvent exposées à des systèmes de contraintes différenciés. Dépasser ces aspirations divergentes représente de véritables défis à relever tant dans l'hypothèse d'un maintien du statu quo que dans celle de l'amorce de trajectoires de transformation conformes aux aspirations exprimées.

INTRODUCTION

Au printemps 2019, l'ObSoCo lançait (avec le soutien de l'ADEME, de BPI France et de la Chaire ESCP/E.Leclerc) la première vague de son *Observatoire des perspectives utopiques*. L'ambition de cet observatoire était d'établir une cartographie des aspirations et des imaginaires des Français, de leurs représentations d'une société idéale et de leurs opinions sur des questions de société structurantes. Une part importante du questionnaire portait sur l'évaluation point par point des différentes facettes (politiques, économiques, relatives aux modes de vie et de consommation...) de trois « systèmes utopiques », trois sociétés idéales que nous avons construites par rapport à ce que portent leaders d'opinion et mouvements sociaux. Il en était ressorti une forte attraction pour le système utopique « écologique », qui décrivait une société tendue vers la sobriété, engagée dans la « décroissance ». Toutefois, une part importante des répondants se reconnaissait aussi dans tout ou partie des attributs du système utopique « sécuritaire » qui dépeignait une société soucieuse de préserver son identité et sa singularité face aux influences étrangères. Sans être massivement rejeté, le système utopique « techno-libéral » – une société centrée sur le progrès technologique ayant le transhumanisme comme point d'horizon – se plaçait loin derrière.

La crise sanitaire que nous traversons constitue un choc inédit. Inédit par sa durée, par son caractère universel, par l'ampleur de son impact sur la vie économique. Par rapport à notre propos, il a surtout eu pour effet de suspendre le temps et l'espace pour une très large fraction de la population durant près de 2 mois et d'ouvrir ainsi une longue parenthèse « extra-ordinaire » associée à une rupture d'avec les modes de vie routiniers. Combiné aux inquiétudes pour sa santé et celle de ces proches, ainsi que pour les conséquences potentielles de la crise sur l'économie du foyer, ce contexte a été favorable à une démarche de réflexion individuelle et collective sur le sens à donner à cet « évènement », ainsi que sur celui à donner à sa propre existence, et au-delà, sur la nature de son rapport au monde, sur la hiérarchie des priorités dans la manière de mener sa vie... Une réflexivité nourrie de l'abondance des prises de position publiques des intellectuels et analystes, largement relayées et discutées sur les réseaux sociaux.

Avec l'ADEME, nous avons souhaité observer dans quelle mesure ce contexte si particulier dans lequel sont plongés les Français a pu faire bouger les lignes par rapport à ce que révélait la première vague de l'*Observatoire*. Quasiment jour pour jour un an après¹, une large partie du questionnaire de la première vague a donc été de nouveau soumis à un échantillon de 1888 personnes représentatives de la population française de 18 à 70 ans.

La conclusion générale qui se dégage de la comparaison des résultats des deux vagues de l'enquête est que la crise sanitaire ne s'est pas accompagnée de bouleversements profonds de l'état des aspirations des Français. Leurs préférences à l'égard des trois systèmes utopiques sont même restées en moyenne remarquablement stables. Rien d'étonnant à cela : en matière de valeurs et d'imaginaires, les mutations, souvent silencieuses, s'opèrent sur le temps long.

Pour autant, derrière cette apparente stabilité des moyennes, l'analyse approfondie des résultats révèle des évolutions significatives et riches d'enseignements sur la façon dont les Français vivent, interprètent et s'approprient cet épisode sans précédent.

¹ Le terrain de la première vague de l'*Observatoire* s'était déroulé du 23 avril au 7 mai 2019.

LE POSITIONNEMENT PAR RAPPORT AUX TROIS SYSTÈMES UTOPIQUES

LES APPRÉCIATIONS GLOBALES

Le cœur du questionnaire consistait donc à soumettre à l'évaluation des répondants trois « systèmes utopiques », trois modèles de société idéale, que l'on pourrait considérer comme des « utopies réalistes » :

- L'utopie *écologique* évoque une organisation de l'économie et de la société tendue vers l'équilibre et la sobriété. Répondant en premier lieu à l'impératif écologique, elle s'accompagne de modes de vie et de consommation que l'on pourrait résumer par la formule « moins mais mieux ».
- L'utopie *sécuritaire* campe une société nostalgique d'un passé révolu, soucieuse de préserver son identité et sa singularité face aux influences étrangères, qu'elles viennent d'une mondialisation économique et institutionnelle ou de l'arrivée de nouvelles populations. Ici, clairement, la difficulté à se projeter dans l'avenir favorise la recherche d'idéaux dans un passé réinventé, un supposé âge d'or qui prend alors les traits d'une utopie.
- L'utopie *techno-libérale* enfin qui, s'inscrivant dans une trajectoire hypermoderne, décrit une société dans laquelle priment les valeurs individualistes et la reconnaissance des droits individuels, bénéficiant d'une croissance forte (mais génératrice d'inégalités) grâce à la vigueur d'un progrès technique allant jusqu'à augmenter l'humain, dans une perspective transhumaniste.

Chacun des trois systèmes (qui n'ont pas été nommés pour les répondants) a fait l'objet d'une présentation relativement détaillée au moyen d'une quinzaine de propositions visant à en décrire, en termes simples, les principales dimensions (organisation de la vie économique, gouvernance de la vie politique, modes de vie et de consommation, ouverture aux autres...) en s'efforçant d'équilibrer les aspects positifs et négatifs.

Les préférences des personnes interrogées à l'égard des trois grands systèmes utopiques ont été mesurées par :

- La moyenne des notes que les répondants ont été invités à donner à chacune des propositions descriptives de chaque système utopique, en fonction de leur degré d'adhésion à ce qu'elle décrivait² ;
- L'appréciation globale de chaque système utopique donnée par les répondants à l'issue de l'évaluation de l'ensemble des propositions, au travers d'une note exprimant « *l'intensité de [leur] désir de vivre dans la société qui vient d'être décrite* ».

L'ensemble des notes s'inscrivent dans une fourchette allant de -5 à +5, -5 exprimant un « rejet radical », +5 une « adhésion totale », les notes intermédiaires permettant au répondant de nuancer son jugement.

Un premier constat s'impose : **au niveau général, l'évaluation des trois systèmes utopiques est restée très stable** par rapport à l'année dernière.

² Les consignes aux répondants étaient formulées de la manière suivante : « Voici la description d'une sorte de société idéale. Veuillez noter de -5 à +5 chacune de ses caractéristiques en fonction de votre degré d'adhésion (-5 = vous rejetez radicalement le point concerné. +5 = vous adhérez totalement au point concerné). Les notes intermédiaires vous permettent de nuancer votre jugement (0 = neutre)). Attention, il ne s'agit pas de porter un jugement sur la crédibilité des propositions, mais sur la mesure dans laquelle elles correspondent à ce que vous souhaitez pour l'avenir ». Suivait la liste des propositions.

Moyenne des notes globales attribuées aux trois systèmes utopiques

	2019 (Base totale, n=2000)	2020 (Base 18-70 ans, n=1888)
Utopie écologique	2,3	2,4
Utopie sécuritaire	1,1	1,2
Utopie techno-libérale	0,7	0,6

Source : © L'ObSoCo / ADEME, mai 2020

Concernant la note globale donnée aux trois systèmes utopiques : non seulement la hiérarchie n'a pas connu de modification en un an, mais les notes moyennes se révèlent également très proches de celles calculées en 2019. Tout au plus note-t-on **une très légère progression à la fois de l'utopie écologique et de l'utopie sécuritaire, contrebalancée par un tout aussi léger recul de l'utopie techno-libérale.**

Moyenne des notes par items attribuées aux trois systèmes utopiques

	2019 (Base totale, n=2000)	2020 (Base 18-70 ans, n=1888)
Utopie écologique	1,6	1,9
Utopie sécuritaire	1,2	1,4
Utopie techno-libérale	-0,2	-0,2

Source : © L'ObSoCo / ADEME, mai 2020

Si l'on prend comme critère, non pas la note globale donnée par chaque répondant à l'issue de la présentation de chaque système utopique, mais la moyenne des notes associées à chaque proposition détaillant chaque système utopique, on parvient au même constat d'une grande stabilité des évaluations, là aussi avec une très légère progression des utopies écologique et sécuritaire (l'utopie technologique est stable, toujours avec une moyenne négative).

Même constat de stabilité des évaluations sur la base du système utopique le mieux noté par chaque répondant. Comme en 2019, **l'utopie écologique parvient à réunir une majorité de répondants, mais ne progresse pas. L'utopie sécuritaire progresse de plus d'un point quand l'utopie techno-libérale recule avec la même intensité.**

Répartition des répondants selon le système utopique le mieux noté

	2019 (Base totale, n=2000)	2020 (Base 18-70 ans, n=1888)
Utopie écologique	54,6 %	54,6 %
Utopie sécuritaire	29,5 %	31,1 %
Utopie techno-libérale	15,9 %	14,4 %

Source : © L'ObSoCo / ADEME, mai 2020

Enfin, au-delà des moyennes, nous avons mesuré le poids des répondants ayant chaudement évalué chacun des trois systèmes utopiques (les « supporteurs ») en leur attribuant une note supérieure ou égale à +3, ainsi que le poids des « détracteurs » ayant donné à chaque système utopique une note inférieure ou égale à -3. Ce critère conduit au même constat de stabilité générale, avec toutefois **une progression de trois points du poids des supporteurs pour l'utopie écologique, qui atteint ainsi le niveau très élevé de 58 %**, alors que le poids des détracteurs, qui était déjà très faible, perd encore un point, à 4 %. Si le poids des détracteurs de l'utopie sécuritaire est stable à un niveau faible (9 %), celui des supporteurs progresse de deux points. L'utopie techno-libérale gagne des détracteurs et perd en supporteurs, mais les variations sont de faible intensité.

Répartition des détracteurs et des supporteurs des trois systèmes utopiques

	% de « détracteurs » Moyenne ≤ -3		% de « supporteurs » Moyenne ≥ +3	
	2019 (Base totale, n=2000)	2020 (Base 18-70 ans, n=1888)	2019 (Base totale, n=2000)	2020 (Base 18-70 ans, n=1888)
Utopie écologique	5 %	4 %	55 %	58 %
Utopie sécuritaire	9 %	9 %	30 %	32 %
Utopie techno-libérale	17 %	19 %	30 %	29 %

Source : © L'ObSoCo / ADEME, mai 2020

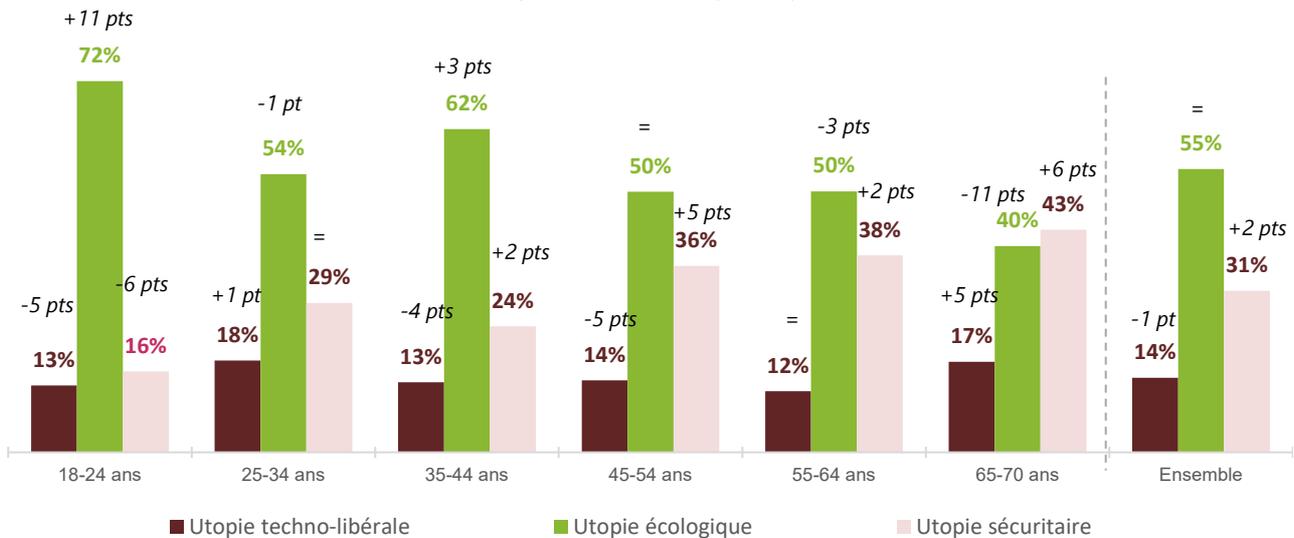
Au total, quel que soit le critère retenu, la crise sanitaire ne semble pas avoir eu d'effets sensibles sur le positionnement des Français à l'égard des trois systèmes utopiques. L'utopie écologique continue d'être largement en tête. Si elle conforte très légèrement son avance, elle n'a pas profité de la mise en parallèle qui a été souvent faite durant cette période entre la crise sanitaire et la crise écologique. L'utopie sécuritaire est, elle aussi, en légère progression. L'utopie techno-libérale, qui était déjà largement distancée par les deux autres systèmes utopiques, perd un petit peu plus de terrain mais ne fait pas l'objet d'une montée significative des oppositions radicales.

Si l'attraction pour l'utopie techno-libérale est peu sensible à l'âge des répondants, il n'en va pas de même pour les deux autres systèmes utopiques. **L'utopie écologique est ainsi l'utopie préférée de 72 % des 18-24 ans, mais de seulement 40 % des 65-70 ans. A l'inverse, la préférence pour l'utopie sécuritaire progresse avec l'âge**, passant de 16 % chez les 18-24 ans à 43 % chez les 65-70 ans. Les supporteurs de l'utopie écologique sont cependant majoritaires dans l'ensemble des tranches d'âge, alors que le poids des supporteurs de l'utopie sécuritaire progresse sensiblement avec l'âge, passant de 22 % chez les 18-24 ans à 44 % chez les 65-70 ans. Par rapport à la vague précédente de l'*Observatoire*, la différenciation des préférences selon l'âge s'est sensiblement approfondie.

Répartition des systèmes utopiques préférés par tranches d'âge

Base totale, n = 1888

Comparaison avec 2019 (n=2000)



Source : © L'ObSoCo / ADEME, mai 2020

L'utopie sécuritaire est davantage prisée par les CSP intermédiaires et les CSP- que par les CSP+. Il en va de même pour l'utopie techno-libérale, alors que la préférence pour l'utopie écologique est légèrement plus marquée chez les CSP+. Le niveau de capital culturel (approché par le niveau de diplôme) est plus discriminant encore que la CSP. **L'attraction exercée par les utopies techno-libérale et sécuritaire recule avec le niveau de formation, alors que le mouvement inverse est observé concernant l'utopie écologique.**

Alors que l'attraction exercée par l'utopie sécuritaire était relativement peu sensible aux dimensions géographiques, on observe désormais un écart significatif entre les habitants des villes centres des 12 plus grandes métropoles et les habitants du reste du territoire (hors communes isolées) qui accueillent plus favorablement ce système utopique.

Les préférences à l'égard des trois systèmes demeurent étroitement liées à la sensibilité politique des répondants. Par exemple, l'utopie écologique est l'utopie préférée de près de 80 % des répondants se situant « très à gauche » ou proches des mouvements écologistes. Une part qui tombe à 44 % et 29 % chez ceux qui se placent respectivement « à droite » et « très à droite ». A l'inverse, l'utopie sécuritaire est l'utopie préférée de 43 % et de 56 % des répondants situés « à droite » et « très à droite », mais d'environ seulement 10 % de ceux qui se placent « très à gauche » ou proches des mouvements écologistes. L'adhésion à l'utopie techno-libérale est moins sensible au positionnement politique.

Enfin, notons qu'une nette corrélation est observée entre le degré d'adhésion à l'ensemble des trois systèmes utopiques et les indicateurs de bien-être subjectif, d'équilibre psychologique et d'optimisme face aux perspectives des années à venir. Il est bien sûr difficile de se prononcer sur le sens de la causalité, mais on est tenté de penser que le fait d'adhérer à la vision d'une société idéale, susceptible de donner un horizon désirable, influe sur les niveaux de bien-être des personnes.

La comparaison des profils des partisans de chacun des trois systèmes utopiques (critère de la meilleure note) des deux vagues de l'enquête révèle des évolutions significatives.

L'attraction exercée par l'utopie écologique sur les plus jeunes, déjà forte, s'est encore renforcée : désormais, 72 % des 18-24 ans ont marqué leur préférence pour ce système utopique (61 % en 2019), au détriment de l'utopie sécuritaire (16 %, contre 22 % en 2019). Ce mouvement est partiellement contrebalancé par **un certain recul de l'utopie écologique parmi les 65-70 ans**, qui ne sont plus que 40 % à la désigner comme leur système utopique préféré (51 % en 2019), au profit des deux autres utopies.

La proportion d'actifs CSP+ partisans de l'utopie écologique est passée de 57 % à 68 %, alors que celle des CSP intermédiaires a reculé de 61 % à 52 %, au profit principalement de l'utopie sécuritaire. On retrouve ce chassé-croisé, de manière atténuée, sur les critères du niveau de formation et du niveau de vie.

Sur le plan des sensibilités politiques, **l'utopie écologique a fortement progressé parmi les répondants se situant « au centre »** (la proportion de partisans passe de 56 % à 68 %) et, dans une moindre mesure, « à droite » (de 40 % à 44 %). La désaffection à l'égard de l'utopie techno-libérale concerne plus particulièrement les personnes positionnées « à gauche » et « au centre ».

Enfin, notons que la part des partisans de l'utopie écologique parmi les répondants se déclarant « gilets jaunes » ayant participé à la mobilisation progresse de 10 points, de 50 % à 60 %, au détriment de l'utopie techno-libérale.

L'échantillon de la vague 2020 de l'*Observatoire* comporte **408 personnes qui avaient déjà été interrogées lors de la vague 2019**. Il est donc possible d'observer comment leurs préférences ont évolué (ou pas) entre les deux dates. Les résultats sont cependant à considérer avec prudence dans la mesure où ce sous-échantillon ne présente pas les garanties de représentativité de la population française. Ils révèlent une certaine **instabilité des préférences individuelles et confirment l'attraction exercée par l'utopie écologique**.

Pas moins de **41 % des répondants font apparaître en 2020 un système utopique le mieux noté différent de celui choisi en 2019**. Ce sont **les partisans de l'utopie écologique qui se montrent les plus stables dans leurs préférences** : 68 % des partisans de 2019 sont encore des partisans en 2020. Ce n'est le cas que de 55 % des partisans de l'utopie sécuritaire et de seulement 25 % de ceux de l'utopie techno-libérale.

Évolution des évaluations globales des 3 systèmes utopiques de la part des répondants ayant participé aux vagues 2019 et 2020 de l'enquête

		Utopie obtenant la meilleure note en 2019		
		<i>Utopie techno-libérale</i>	<i>Utopie écologique</i>	<i>Utopie sécuritaire</i>
Utopie obtenant la meilleure note en 2020	<i>Utopie techno-libérale</i>	24,6%	7,7%	11,5%
	<i>Utopie écologique</i>	43,1%	67,9%	33,6%
	<i>Utopie sécuritaire</i>	32,3%	24,4%	54,9%
	<i>Total</i>	100,0%	100,0%	100,0%

Guide de lecture : 24,6 % des personnes dont l'utopie la mieux notée en 2019 était l'utopie techno-libérale ont conforté leur choix pour l'utopie techno-libérale en 2020

Parmi les répondants qui avaient mis leur meilleure note à l'utopie techno-libérale en 2019 mais qui ont cessé d'apparaître comme des supporteurs de cette utopie en 2020, plus de la moitié (57 %, soit 43 % du total des supporteurs de l'utopie techno-libérale en 2019) privilégient désormais l'utopie écologique, contre 43 % qui ont rejoint les rangs des supporteurs de l'utopie sécuritaire. Les déplacements dans les rangs des supporteurs 2019 de l'utopie sécuritaire se sont opérés dans près de 75 % des cas en faveur de l'utopie écologique. Symétriquement, 76 % des partisans de l'utopie écologique en 2019 qui ont changé de position en 2020 se sont tournés vers l'utopie sécuritaire, témoignant de **la porosité des préférences portant sur ces deux systèmes utopiques** (voir plus bas).

Répartition des nouvelles préférences en 2020 des répondants ayant changé de système utopique préféré par rapport à 2019

		Utopie qui obtient la meilleure note en 2019		
		Utopie techno-libérale	Utopie écologique	Utopie sécuritaire
Utopie qui obtient la meilleure note en 2020	Utopie techno-libérale	0,0%	23,9%	25,5%
	Utopie écologique	57,1%	0,0%	74,5%
	Utopie sécuritaire	42,9%	76,1%	0,0%
	Total	100,0%	100,0%	100,0%

Guide de lecture : Dans 57,1% des cas, quand les personnes qui préféraient l'utopie techno-libérale ont changé d'utopie préférée au profit de l'utopie écologique.

EXAMEN DE DÉTAIL

En ayant demandé aux répondants d'évaluer séparément chaque proposition décrivant chacun des trois systèmes utopiques, il est possible d'aller plus loin dans la compréhension des dimensions qui ont le plus pesé sur les préférences globales. Cela permet également de constater que les répondants n'ont pas une vision monolithique des systèmes utopiques en se montrant en mesure de prendre et de rejeter au sein de chaque système les éléments les plus en phase avec leurs aspirations.

Cet examen de détail révèle que, **si les préférences au niveau global et en moyenne sont relativement stables, le contexte de crise sanitaire semble avoir exercé une influence significative sur l'évaluation de détail des différentes facettes des trois systèmes utopiques.**

L'utopie écologique

Comme dans la vague précédente, la totalité des propositions décrivant la société associée à l'utopie écologique bénéficie d'évaluations moyennes positives et la proposition la moins bien évaluée obtient malgré tout une note moyenne de +0,7. Toutes, sans exception, voient leur note moyenne progresser.

« Voici la description d'une sorte de société idéale.

Veillez noter de -5 à +5 chacune de ses caractéristiques en fonction de votre degré d'adhésion »

Moyenne des notes – Base totale, n=1888

	2020	2019	Évolution
Une part importante de ce qui est consommé est produite localement par de petites entreprises. L'économie et l'emploi se relocalisent et les territoires sont redynamisés.	2.8	2.4	0.4
Les standards de vie évoluent vers moins de consommation d'objets, vers moins de quantité mais plus de qualité	2.5	2.1	0.3
Les activités domestiques (faire soi-même : cuisine, bricolage, jardinage, réparation, entretien...) prennent une part importante du temps disponible	2.4	2.0	0.4
Face au défi environnemental, la priorité a été donnée à la sauvegarde de la planète en changeant le modèle de développement. Les politiques publiques visent moins la croissance économique que le bien-être social et la protection de l'environnement.	2.3	2.0	0.3
La consommation est de plus en plus fondée sur la mutualisation ou le partage d'équipements et de ressources, les échanges entre particuliers, le « faire soi-même », l'occasion, le recyclage...	2.3	2.0	0.3
La croissance des grandes métropoles a été stoppée. Une part croissante la population vit dans des villes petites ou moyennes	2.1	1.9	0.3
La ville est organisée de manière à limiter les déplacements. Beaucoup d'activités se font à proximité du domicile. La mobilité automobile est largement découragée au profit des mobilités douces (marche, vélo...)	2.1	1.8	0.3
Une partie importante des décisions politiques sont prises à l'échelle locale avec la participation des citoyens	2.1	1.7	0.4
La transition écologique est financée pour une grande part par la taxation du carbone et des mouvements financiers	2.0	1.4	0.6
La richesse est mieux distribuée et les inégalités sont faibles	1.8	1.5	0.3
Des limites ont été mises à la libre circulation des marchandises et des hommes dans le monde afin de réduire les dommages environnementaux causés par les transports	1.7	1.4	0.3
L'alimentation est à 80 % bio et fournie en circuit court dans le respect des saisons. La consommation des protéines végétales est encouragée au détriment de la consommation de viande	1.7	1.6	0.1
Les pratiques de consommation collaborative sont organisées dans un cadre associatif ou mutualiste local, réglementé dans le sens de la gestion collective des biens communs	1.6	1.4	0.3
Par la loi et la fiscalité, l'Etat oriente les comportements individuels dans le sens de la protection de l'environnement et du bien commun, limitant parfois les libertés individuelles	1.1	0.9	0.2
Le temps de travail a été réduit de manière significative, ce qui a permis de recréer des emplois en partageant le travail mais en réduisant le niveau des rémunérations	0.9	0.5	0.3
Pour limiter la consommation d'espace et préserver les terres agricoles et les forêts, l'habitat collectif se réinvente et se substitue à la maison individuelle. La surface de logement par habitant tend à se réduire.	0.7	0.6	0.1

Source : © L'ObSoCo / ADEME, mai 2020

Comme dans la vague précédente, l'utopie écologique séduit avant tout par les modes de vie et de consommation qui lui sont attachés. Mais **c'est l'idée de la relocalisation de l'économie à l'échelle locale et sur la base d'un tissu de petites entreprises qui, avec +2,8, obtient la meilleure moyenne. C'est aussi le deuxième item ayant enregistré la plus forte progression en valeur absolue (+2,4 en 2019). La progression la plus forte en valeur absolue porte sur « la transition écologique est financée pour une grande part par la taxation du carbone et des mouvements financiers », dont la moyenne passe de +1,4 à +2, ce qui est aussi la plus forte croissance relative (+40 %).** Juste dernière, sur la base de la croissance relative, on trouve « des limites ont été mises à la libre circulation des marchandises et des hommes dans le monde afin de réduire les dommages environnementaux causés par les transports » (dont la moyenne passe de +1,4 à +1,7). **Les propositions relatives à la sécurité sont globalement stables.**

La proposition la moins bien évaluée demeure celle qui suggère la promotion de l'habitat collectif au détriment de la maison individuelle, dont la moyenne ne progresse que d'un dixième (de +0,6 à +0,7).

Bien évidemment, les répondants ayant exprimé une préférence pour l'utopie écologique ont évalué collectivement chacune des propositions relatives à ce système utopique plus favorablement que l'ensemble de l'échantillon. Pour autant, l'examen de détail révèle que **plusieurs aspects de l'utopie écologique séduisent une part notable des adeptes de l'utopie sécuritaire.** Par exemple, ils ont donné une moyenne de +2 à la proposition « les standards de vie évoluent vers moins de consommation d'objets, vers moins de quantité mais plus de qualité ». Ils ont également donné une moyenne de +2,2 à la proposition mettant en avant l'accroissement du temps consacré aux activités domestiques. Ils ont surtout adhéré massivement (+2,7, avec 56 % de supporters) à la proposition relative à l'organisation de la vie économique sur une base locale.

Notes moyennes données aux différentes composantes de l'utopie écologique selon le système utopique préféré

	Utopie technolibérale	Utopie écologique	Utopie sécuritaire	Ensemble
Une part importante de ce qui est consommé est produite localement par de petites entreprises. L'économie et l'emploi se relocalisent et les territoires sont redynamisés.	0.9	3.3	2.7	2.8
Les standards de vie évoluent vers moins de consommation d'objets, vers moins de quantité mais plus de qualité	0.8	3.2	2.0	2.5
Les activités domestiques (faire soi-même : cuisine, bricolage, jardinage, réparation, entretien...) prennent une part importante du temps disponible	1.5	2.9	2.2	2.4
Face au défi environnemental, la priorité a été donnée à la sauvegarde de la planète en changeant le modèle de développement. Les politiques publiques visent moins la croissance économique que le bien-être social et la protection de l'environnement.	1.1	3.1	1.7	2.3
La consommation est de plus en plus fondée sur la mutualisation ou le partage d'équipements et de ressources, les échanges entre particuliers, le « faire soi-même », l'occasion, le recyclage...	1.1	2.9	1.7	2.3
La croissance des grandes métropoles a été stoppée. Une part croissante la population vit dans des villes petites ou moyennes	0.9	2.6	1.9	2.1

	Utopie techno-libérale	Utopie écologique	Utopie sécuritaire	Ensemble
La ville est organisée de manière à limiter les déplacements. Beaucoup d'activités se font à proximité du domicile. La mobilité automobile est largement découragée au profit des mobilités douces (marche, vélo...)	0.8	2.8	1.5	2.1
Une partie importante des décisions politiques sont prises à l'échelle locale avec la participation des citoyens	0.3	2.7	1.9	2.1
La transition écologique est financée pour une grande part par la taxation du carbone et des mouvements financiers	0.8	2.7	1.4	2.0
La richesse est mieux distribuée et les inégalités sont faibles	0.0	2.6	1.2	1.8
Des limites ont été mises à la libre circulation des marchandises et des hommes dans le monde afin de réduire les dommages environnementaux causés par les transports	0.5	2.3	1.3	1.7
L'alimentation est à 80 % bio et fournie en circuit court dans le respect des saisons. La consommation des protéines végétales est encouragée au détriment de la consommation de viande	0.4	2.6	0.9	1.7
Les pratiques de consommation collaborative sont organisées dans un cadre associatif ou mutualiste local, réglementé dans le sens de la gestion collective des biens communs	0.8	2.2	1.1	1.6
Par la loi et la fiscalité, l'Etat oriente les comportements individuels dans le sens de la protection de l'environnement et du bien commun, limitant parfois les libertés individuelles	0.5	1.6	0.4	1.1
Le temps de travail a été réduit de manière significative, ce qui a permis de recréer des emplois en partageant le travail mais en réduisant le niveau des rémunérations	0.2	1.6	-0.1	0.9
Pour limiter la consommation d'espace et préserver les terres agricoles et les forêts, l'habitat collectif se réinvente et se substitue à la maison individuelle. La surface de logement par habitant tend à se réduire.	0.3	1.1	0.1	0.7

Source : © L'ObSoCo / ADEME, mai 2020

A l'inverse, **les partisans de l'utopie techno-libérale se révèlent en net retrait sur la totalité des items associés à l'utopie écologique**. Si aucun ne fait l'objet d'une évaluation négative, l'écart est important entre les aspirations de ceux-ci et celles des autres composantes de la société, et notamment la majorité qui adhère à l'utopie écologique. Les écarts sont particulièrement marqués concernant les items qui renvoient aux modes de vie et de consommation.

L'utopie sécuritaire

Une seule des propositions relatives à l'utopie sécuritaire est associée à une évaluation moyenne négative : le fait de réserver l'adoption et la procréation médicalement assistée aux seuls couples hétérosexuels. Deux propositions font l'objet d'un **fort soutien de la part des personnes interrogées**, avec une note moyenne dépassant le seuil de +2 : **le soutien étatique à la recherche et à l'innovation en vue d'assurer l'autonomie de la France sur les technologies de demain**, et, dans un tout autre registre, **l'adoption par le gouvernement de mesures visant à permettre au maximum de foyers d'être propriétaires de leur logement**, avec dans les deux cas plus de 40 % de supporters. On notera que **l'ensemble des items à connotation xénophobe obtiennent une moyenne positive**.

« Voici la description d'une sorte de société idéale.

Veillez noter de -5 à +5 chacune de ses caractéristiques en fonction de votre degré d'adhésion »

Moyenne des notes – Base totale, n=1888

	2020	2019	Évolution
La recherche et l'innovation sont encouragées par l'Etat pour assurer l'autonomie de la France sur les technologies clé de demain	2.2	1.7	0.5
Le gouvernement adopte des mesures visant à permettre au maximum de foyers d'être propriétaires de leur logement	2.2	1.8	0.4
Le gouvernement a adopté des lois qui alourdissent les peines à l'encontre des délinquants	2.0	1.9	0.1
Le gouvernement a mis fin aux excès de la mondialisation en rétablissant un meilleur contrôle des frontières	1.8	1.0	0.8
Le gouvernement a mis en place une politique qui favorise les petits commerces indépendants de centre-ville au détriment des grandes surfaces de périphérie	1.8	1.4	0.3
Les populations d'origine étrangère sont invitées à adopter rapidement les us et coutumes de la culture nationale, au niveau de la langue, du respect des usages du savoir-vivre, des modes vestimentaires...	1.7	1.7	-0.1
La protection du patrimoine naturel et culturel national est une des premières priorités de l'Etat	1.6	1.4	0.3
Les effectifs de police ont été fortement augmentés pour renforcer la sécurité	1.6	1.6	0.0
La construction européenne évolue vers moins de politiques communes décidées à Bruxelles et davantage de coopération entre les nations sur une base volontaire	1.6	1.4	0.2
Les consommateurs sont incités à acheter de manière privilégiée des produits français en taxant fortement les importations	1.5	1.1	0.4
Le flux d'entrée des immigrés est très fortement réduit, et limité aux réfugiés en mesure de justifier la demande du droit d'asile	1.5	1.1	0.3
La France renforce la protection douanière à l'encontre des pays à bas salaires afin de favoriser la production nationale	1.3	0.9	0.3
La protection sociale (assurance maladie, chômage, aide au logement...) est réformée : elle vise en priorité les personnes d'origine française et les bénéficiaires sont davantage contrôlés	1.2	1.2	0.0
Tous les membres de la société doivent adopter les normes et les valeurs communes issues de la tradition et réserver à la sphère privée l'expression de leurs différences (ethniques, religieuses, sexuelles...)	1.0	1.3	-0.3
Afin de protéger la culture française, le gouvernement a renforcé les obligations pour les médias de diffusion de films, fictions, artistes... français et s'exprimant en français	0.4	0.3	0.1
L'adoption et la procréation médicalement assistée sont strictement réservées aux couples composés de personnes des deux sexes	-0.9	-0.7	-0.1

Source : © L'ObSoCo / ADEME, mai 2020

Sur certaines propositions, des évolutions significatives sont intervenues entre les deux vagues. Les plus fortes progressions renvoient aux différentes modalités de fermeture du pays aux influences extérieures. Ainsi, « **le gouvernement a mis fin aux excès de la mondialisation en rétablissant un meilleur contrôle des frontières** » est la proposition qui enregistre la plus forte progression absolue et relative (avec une moyenne qui passe de +1 à +1,8). En progression également, mais de manière plus mesurée, la protection douanière à l'encontre des pays à bas salaires, l'incitation à acheter des produits français, mais également **la forte réduction des flux d'entrée d'immigrés**. La mise en œuvre d'une politique visant à favoriser les petits commerces indépendants au détriment des grandes surfaces progresse également de 0,4 point, à +1,8.

Les propositions renvoyant à la sécurité, de même que la plupart de celles relatives aux étrangers (à orientation xénophobe), sont restées grossièrement stables entre les deux vagues, à un niveau positif relativement élevé.

Notes moyennes données aux différentes composantes de l'utopie sécuritaire selon le système utopique préféré

	Utopie techno-libérale	Utopie écologique	Utopie sécuritaire	Ensemble
La recherche et l'innovation sont encouragées par l'Etat pour assurer l'autonomie de la France sur les technologies clé de demain	1.2	2.3	2.7	2.2
Le gouvernement adopte des mesures visant à permettre au maximum de foyers d'être propriétaires de leur logement	1.0	2.0	3.0	2.2
Le gouvernement a adopté des lois qui alourdissent les peines à l'encontre des délinquants	0.8	1.5	3.4	2.0
Le gouvernement a mis fin aux excès de la mondialisation en rétablissant un meilleur contrôle des frontières	0.3	1.7	2.9	1.9
Le gouvernement a mis en place une politique qui favorise les petits commerces indépendants de centre-ville au détriment des grandes surfaces de périphérie	0.3	1.8	2.4	1.8
Les populations d'origine étrangère sont invitées à adopter rapidement les us et coutumes de la culture nationale, au niveau de la langue, du respect des usages du savoir-vivre, des modes vestimentaires...	0.8	1.0	3.4	1.7
La protection du patrimoine naturel et culturel national est une des premières priorités de l'État	0.5	1.5	2.4	1.7
Les effectifs de police ont été fortement augmentés pour renforcer la sécurité	0.7	1.1	3.0	1.7
La construction européenne évolue vers moins de politiques communes décidées à Bruxelles et davantage de coopération entre les nations sur une base volontaire	0.6	1.3	2.7	1.6
Les consommateurs sont incités à acheter de manière privilégiée des produits français en taxant fortement les importations	0.7	1.2	2.6	1.6
Le flux d'entrée des immigrés est très fortement réduit, et limité aux réfugiés en mesure de justifier la demande du droit d'asile	0.3	0.9	3.1	1.5
La France renforce la protection douanière à l'encontre des pays à bas salaires afin de favoriser la production nationale	0.3	0.7	2.7	1.3

	Utopie techno-libérale	Utopie écologique	Utopie sécuritaire	Ensemble
La protection sociale (assurance maladie, chômage, aide au logement...) est réformée : elle vise en priorité les personnes d'origine française et les bénéficiaires sont davantage contrôlés	0.5	0.3	3.1	1.2
Tous les membres de la société doivent adopter les normes et les valeurs communes issues de la tradition et réserver à la sphère privée l'expression de leurs différences (ethniques, religieuses, sexuelles...)	0.5	0.2	2.6	1.0
Afin de protéger la culture française, le gouvernement a renforcé les obligations pour les médias de diffusion de films, fictions, artistes... français et s'exprimant en français	0.0	-0.1	1.6	0.4
L'adoption et la procréation médicalement assistée sont strictement réservées aux couples composés de personnes des deux sexes	-0.4	-1.7	0.4	-0.8

Source : © L'ObSoCo / ADEME, mai 2020

L'utopie techno-libérale

L'évaluation des différentes facettes du système utopique techno-libéral est très inégale. 9 des 15 propositions sont associées à des notes moyennes négatives, dont 2 d'entre elles rassemblent plus de 40 % de détracteurs. Comme dans la vague précédente, **les propositions les plus mal évaluées sont celles qui renvoient à l'augmentation de l'humain au moyen de la technologie**, la moyenne la plus basse ayant été donnée aux manipulations génétiques permettant de sélectionner les caractéristiques des enfants à naître (dimension rejetée en moyenne, y compris par les partisans de l'utopie techno-libérale). Parmi les propositions recueillant des moyennes positives, la reconnaissance de la liberté pour chacun de vivre et d'afficher sa propre identité (ethnique, religieuse, sexuelle...) est créditée d'une moyenne de 2,2 et rassemble 47 % de supporters.

La comparaison avec les réponses obtenues avant la crise sanitaire fait ressortir des écarts significatifs mais contrastés. **La plus forte progression absolue porte sur la reconnaissance de la liberté laissée à chacun de vivre et d'afficher sa différence**, qui passe de +1,4 à +2,2. « Les décisions politiques sont prises par des élus conseillés par des experts, ayant recours régulièrement à des référendums par voie numérique » est une proposition qui voit sa moyenne passer +0,5 à +1. La libération des progrès de la science et de la technologie progresse également de manière significative. A l'inverse, **l'ensemble des propositions relatives à l'augmentation de l'humain voient leur note, déjà négative, se dégrader**. C'est le cas en particulier de la promesse d'un allongement significatif de l'espérance de vie en bonne santé au moyen de manipulations génétiques et de l'implantation dans le corps de prothèses numériques (la moyenne passe de -0,8 à -1,3). On notera également une dégradation de la moyenne, déjà négative, de l'idée d'une économie organisée autour d'un tissu de géants de la technologie et de start-ups. A l'inverse, si la perspective d'une croissance forte, s'accompagnant de celle du pouvoir d'achat mais au prix d'un accroissement des inégalités, continue de souffrir d'une moyenne négative, celle-ci se redresse de 0,3 point.

« Voici la description d'une sorte de société idéale.

Veillez noter de -5 à +5 chacune de ses caractéristiques en fonction de votre degré d'adhésion »

Moyenne des notes – Base totale, n=1888

	2020	2019	Evolution
Chacun est libre de vivre et d'afficher sa propre identité (ethnique, religieuse, sexuelle...)	2.2	1.4	0.8
Les décisions politiques sont prises par des élus conseillés par des experts, ayant recours régulièrement à des référendums par voie numérique	1.0	0.5	0.4
Les progrès de la science et de la technologie ne sont pas entravés. Le principe de précaution est remplacé par un principe d'innovation	1.0	0.7	0.2
L'intervention de l'Etat se concentre sur les fonctions régaliennes (police, justice, défense) pour laisser le maximum de liberté aux initiatives individuelles et collective. Les impôts sont en baisse et donc chacun est invité à subvenir de manière autonome à une plus grande part de ses besoins.	0.5	0.4	0.1
La compétition est rude pour accéder aux meilleures places, mais l'effort et le talent individuel sont généreusement récompensés	0.3	0.1	0.3
La mondialisation économique et politique s'est approfondie et des institutions mondiales mettent en œuvre des lois et des politiques planétaires favorisant les échanges et la croissance	0.0	0.1	0.0
Le salariat a reculé face au développement du statut de travailleur indépendant. Beaucoup d'actifs se trouvent ainsi à la tête d'une micro-entreprise, sont responsables d'eux-mêmes, sont libres de travailler quand ils le veulent, comme ils le veulent, pour qui ils veulent... mas sans protection sociale obligatoire.	-0.2	-0.1	0.0
La conquête de l'espace progresse. Elle permet l'exploitation de nouveaux gisements de matières premières et on commence à envisager la colonisation d'autres planètes	-0.2	0.1	-0.3
Une part importante de la consommation transite par les plateformes numériques exploitées par les très grandes entreprises de la haute technologie	-0.4	-0.5	0.1
La technologie permet de faire face aux défis écologiques, notamment par le remplacement de matières naturelles par des matières artificielles, y compris dans l'alimentation	-0.4	-0.4	0.0
La croissance économique est forte grâce à la vigueur de l'innovation. Le pouvoir d'achat augmente à un rythme soutenu pour tous, mais les inégalités se creusent. Les technologies permettant d'allonger la vie et les performances du corps profitent surtout aux plus riches.	-0.6	-0.9	0.2
Le cœur de l'économie consiste en une poignée de grandes entreprises mondiales spécialisées dans la haute technologie et d'un très grand nombre de start-ups qui explorent différents domaines d'innovation	-0.7	-0.5	-0.1
En combinant manipulations génétiques, implantations de composantes électroniques dans le corps et pose de prothèses, l'espérance de vie en bonne santé est de l'ordre de 150 ans	-1.3	-0.8	-0.5
Les chercheurs sont en bonne voie pour découvrir les moyens d'atteindre l'immortalité	-1.9	-1.4	-0.5
Au moyen du génie génétique, il est désormais possible pour les parents de sélectionner certaines des caractéristiques physiques et mentales des enfants à naître	-2.1	-1.9	-0.2

Source : © L'ObSoCo / ADEME, mai 2020

L'utopie techno-libérale se révèle particulièrement clivante. Si les partisans de ce système utopique ont donné une moyenne positive à 14 à des 15 propositions qui lui sont associées, les répondants ayant accordé leur préférence aux deux autres systèmes utopiques n'ont concédé une moyenne positive qu'à 5 de ces

propositions. L'idée de libérer de ses entraves le progrès scientifique et technologique apparaît ainsi comme relativement consensuelle, de même que la perspective d'un régime politique fondé sur un personnel politique conseillé par des experts et recourant au référendum. Mais c'est la reconnaissance de la liberté laissée à chacun de vivre et d'afficher sa différence qui bénéficie de la plus forte approbation, qui traverse les préférences à l'égard des systèmes utopiques.

Notes moyennes données aux différentes composantes de l'utopie techno-libérale selon le système utopique préféré

	Utopie techno-libérale	Utopie écologique	Utopie sécuritaire	Ensemble
Chacun est libre de vivre et d'afficher sa propre identité (ethnique, religieuse, sexuelle...)	2.1	2.6	1.6	2.2
Les décisions politiques sont prises par des élus conseillés par des experts, ayant recours régulièrement à des référendums par voie numérique	0.6	1.2	0.8	1.0
Les progrès de la science et de la technologie ne sont pas entravés. Le principe de précaution est remplacé par un principe d'innovation	1.4	0.7	1.2	1.0
L'intervention de l'Etat se concentre sur les fonctions régaliennes (police, justice, défense) pour laisser le maximum de liberté aux initiatives individuelles et collective. Les impôts sont en baisse et donc chacun est invité à subvenir de manière autonome à une plus grande part de ses besoins.	0.8	0.3	0.6	0.5
La compétition est rude pour accéder aux meilleures places, mais l'effort et le talent individuel sont généreusement récompensés	1.1	-0.1	0.6	0.3
La mondialisation économique et politique s'est approfondie et des institutions mondiales mettent en œuvre des lois et des politiques planétaires favorisant les échanges et la croissance	0.6	0.0	-0.2	0.0
Le salariat a reculé face au développement du statut de travailleur indépendant. Beaucoup d'actifs se trouvent ainsi à la tête d'une micro-entreprise, sont responsables d'eux-mêmes, sont libres de travailler quand ils le veulent, comme ils le veulent, pour qui ils veulent... mas sans protection sociale obligatoire.	0.7	-0.4	-0.3	-0.2
La conquête de l'espace progresse. Elle permet l'exploitation de nouveaux gisements de matières premières et on commence à envisager la colonisation d'autres planètes	0.7	-0.5	-0.2	-0.2
Une part importante de la consommation transite par les plateformes numériques exploitées par les très grandes entreprises de la haute technologie	0.8	-0.8	-0.3	-0.4
La technologie permet de faire face aux défis écologiques, notamment par le remplacement de matières naturelles par des matières artificielles, y compris dans l'alimentation	0.7	-0.6	-0.7	-0.4
La croissance économique est forte grâce à la vigueur de l'innovation. Le pouvoir d'achat augmente à un rythme soutenu pour tous, mais les inégalités se creusent. Les technologies permettant d'allonger la vie et les performances du corps profitent surtout aux plus riches.	1.0	-1.2	-0.6	-0.6
Le cœur de l'économie consiste en une poignée de grandes entreprises mondiales spécialisées dans la haute technologie et d'un très grand nombre de start-ups qui explorent différents domaines d'innovation	0.6	-1.1	-0.6	-0.7

	Utopie techno-libérale	Utopie écologique	Utopie sécuritaire	Ensemble
En combinant manipulations génétiques, implantations de composantes électroniques dans le corps et pose de prothèses, l'espérance de vie en bonne santé est de l'ordre de 150 ans	0.2	-1.6	-1.4	-1.3
Les chercheurs sont en bonne voie pour découvrir les moyens d'atteindre l'immortalité	-0.6	-2.2	-2.0	-1.9
Au moyen du génie génétique, il est désormais possible pour les parents de sélectionner certaines des caractéristiques physiques et mentales des enfants à naître	-0.4	-2.5	-2.2	-2.1

Source : © L'ObSoCo / ADEME, mai 2020

LA POROSITE DES PREFERENCES

Préférer un système utopique n'implique pas nécessairement le rejet des deux autres. Afin d'explorer ce point et d'appréhender au niveau général la porosité des préférences, nous avons, pour l'ensemble des partisans de chacun des trois systèmes utopiques, identifié la proportion en leur sein de supporters (note globale supérieure ou égale à +3) et de détracteurs (note globale inférieure ou égale à -3) des deux autres utopies.

Pourcentage de supporters de chacun des systèmes utopiques (notes supérieures ou égales à 3) en fonction de l'utopie préférée (celle qui obtient la meilleure note)

% de supporters	Utopie techno-libérale		Utopie écologique		Utopie sécuritaire	
	2019 (Base totale, n=2000)	2020 (Base 18-70 ans, n=1888)	2019 (Base totale, n=2000)	2020 (Base 18-70 ans, n=1888)	2019 (Base totale, n=2000)	2020 (Base 18-70 ans, n=1888)
Utopie techno-libérale	65 %	65 %	23 %	21 %	26 %	25 %
Utopie écologique	38 %	34 %	70 %	74 %	39 %	44 %
Utopie sécuritaire	13 %	12 %	18 %	20 %	61 %	66 %

Guide de lecture : 44% des partisans de l'utopie sécuritaire supportent également l'utopie écologique en 2020, ils étaient 39% en 2019

Les partisans de l'utopie écologique sont ceux dont les préférences paraissent globalement les plus ancrées dans leur utopie préférée. On compte quand même parmi eux environ 20 % de supporters de l'utopie techno-libérale et autant de l'utopie sécuritaire. **La porosité est sensiblement plus marquée parmi les partisans de l'utopie sécuritaire, en particulier en faveur de l'utopie écologique dont 44 % sont des supporters.** Leur adhésion à l'utopie techno-libérale, quoique plus mesurée, concerne tout de même 25 % de l'ensemble. **Les partisans de l'utopie techno-libérale, enfin, sont dans une position intermédiaire, 34 % d'entre eux sont des supporters de l'utopie écologique** et seulement 12 % de l'utopie sécuritaire. Au total, **l'utopie écologique séduit une part importante d'individus, bien au-delà de ses seuls partisans.**

La même approche, mais vue du côté des détracteurs, confirme ce constat. L'utopie écologique ne compte que 1 % de détracteurs dans les rangs des partisans de l'utopie sécuritaire, et 8 % parmi les partisans de l'utopie

techno-libérale. Les partisans de l'utopie écologique, par contre, sont les plus prompts à rejeter les deux autres systèmes utopiques, l'utopie techno-libérale en particulier à laquelle s'opposent 22 % de détracteurs. On observe la même proportion de détracteurs de l'utopie techno-libérale parmi les partisans de l'utopie sécuritaire.

Ces données dans l'ensemble témoignent d'une porosité particulièrement importante entre les utopies écologique et sécuritaire.

Pourcentage de détracteurs de chacun des systèmes utopiques (notes inférieures ou égales à -3) en fonction de l'utopie préférée (celle qui obtient la meilleure note)

Utopie préférée	Utopie techno-libérale		Utopie écologique		Utopie sécuritaire	
	2019 (Base totale, n=2000)	2020 (Base 18-70 ans, n=1888)	2019 (Base totale, n=2000)	2020 (Base 18-70 ans, n=1888)	2019 (Base totale, n=2000)	2020 (Base 18-70 ans, n=1888)
Utopie techno-libérale	2 %	3 %	20 %	22 %	21 %	22 %
Utopie écologique	7 %	6 %	2 %	1 %	10 %	8 %
Utopie sécuritaire	9 %	8 %	12 %	13 %	4 %	1 %

Source : © L'ObSoCo / ADEME, mai 2020

La comparaison des résultats issus des deux vagues de l'enquête révèle des changements de faible amplitude. On note cependant **un renforcement notable de l'attraction exercée par l'utopie écologique sur les partisans de l'utopie sécuritaire**. Symétriquement, mais de manière beaucoup moins marquée, la part des supporters de l'utopie sécuritaire parmi les partisans de l'utopie écologique s'est accrue de 2 points. Il s'est donc produit dans l'intervalle séparant les deux vagues de l'enquête une certaine convergence entre les partisans de deux systèmes utopiques. Les partisans de l'utopie techno-libérale, quant à eux, ont eu légèrement tendance à prendre leur distance avec les deux autres systèmes utopiques.

L'examen du détail des évaluations des trois systèmes utopiques, proposition par proposition, permet d'affiner l'appréhension de la porosité des préférences. En effet, chaque répondant a pu marquer une distance (voire un rejet) de certains aspects de son système utopique préféré et marquer son adhésion à certaines facettes des deux autres systèmes. Afin de rendre compte de manière synthétique de la manière dont les répondants se sont en quelque sorte constitué une société idéale sur mesure, nous avons réalisé **une typologie sur la base des notes données par chaque répondant à l'ensemble des propositions descriptives des systèmes utopiques, ainsi que des trois notes exprimant son évaluation globale des utopies ainsi décrites**³. Nous avons adopté rigoureusement la même méthode que celle utilisée au cours du traitement de la vague 2019.

³ Précisions méthodologiques : afin de corriger les biais de notation – la propension des répondants à donner des notes systématiquement très hautes ou systématiquement très basses par exemple, les données ont été centrées (par rapport à la moyenne de l'ensemble des notes données par le répondant sur l'ensemble des registres utopiques). La typologie a été établie à partir d'une analyse en composantes principales (ACP) des notes données à chacune des propositions décrivant les systèmes utopiques étudiés. Une classification ascendante hiérarchique (CAH) a ensuite été effectuée à partir des 4 premiers axes de l'ACP (qui cumulaient un peu plus de 40% de l'inertie totale).

La typologie sépare l'échantillon en 5 groupes de tailles inégales. On retrouve peu ou prou les résultats de la typologie réalisée en 2019. Quatre groupes sont très proches de ceux précédemment identifiés. Un s'en écarte significativement.

Les « décroissants » (7 %)

Ces « décroissants » affichent un profil de préférences très proches de celui des « décroissants » de la typologie de 2019. Leur poids dans l'échantillon est en léger recul (7% contre 9 %). Ils se caractérisent par une **évaluation très positive de l'utopie écologique** (avec une note globale moyenne de +4,1), dans quasiment toutes ses dimensions, et **ils sont près de 100 % à en avoir fait leur système utopique préféré**. En contrepartie, ils tendent à rejeter tant l'utopie sécuritaire (moyenne = -2) que l'utopie techno-libérale (-1,8). **Le rejet des dimensions renvoyant à l'augmentation de l'humain est quasi unanime**, ainsi que la perspective d'une croissance économique forte mais inégalitaire. Seule la reconnaissance du droit de chacun de vivre et d'afficher sa propre identité est créditée d'une évaluation moyenne positive et généreuse (+3,4). **L'évaluation de l'utopie sécuritaire par les « décroissants » est plus nuancée**. Les dimensions xénophobes sont nettement réprouvées et les « décroissants » forment le groupe qui se montre le moins favorable à l'endiguement de la mondialisation économique et, plus encore, culturelle, sans pour autant le rejeter. Ils se montrent en outre dans l'ensemble favorables à une politique de soutien du petit commerce indépendant au détriment des grandes surfaces. Par contre, les « décroissants » forment le groupe associé à une moyenne négative sur les propositions relatives à la sécurité.

La proportion de « décroissants » est... décroissante à mesure que l'âge augmente, passant de 12 % parmi les 18-24 ans (et même 15 % parmi les élèves et étudiants) à 3 % chez les 65-70 ans. On en trouve 17 % parmi les actifs CSP+, 10 % parmi les demandeurs d'emploi, mais seulement 4 % parmi les CSP- et intermédiaires. Logiquement, un lien très fort est observable avec le niveau de diplôme (bien plus fort que celui avec le niveau de vie), la proportion de « décroissants » passant de 4 % à 21 % entre les niveaux de diplôme le plus bas et le plus haut. Les « décroissants » ont un profil politique très marqué : ils représentent près du quart des répondants se positionnant « très à gauche » ou proches des mouvements écologistes. On n'en compte que 2 % parmi les personnes « à droite » et... aucune parmi celles qui se classent « très à droite ».

Les « identitaires-sécuritaires » (17 %)

Les « identitaires-sécuritaires » de 2020 ressemblent à s'y méprendre à ceux de 2019. Ils pèsent d'un poids identique dans l'échantillon (17 %). Comme leur nom l'indique, **ils évaluent très favorablement l'utopie sécuritaire** (note globale moyenne = +3,2), qu'ils sont trois sur quatre avoir désignée comme étant leur système utopique préféré. Cette évaluation favorable se retrouve à l'échelle de l'ensemble des propositions, qu'elles soient relatives à l'identité (protectionnisme, défiance à l'égard de l'étranger, valorisation du local) ou à la sécurité. Une seule proposition peine à obtenir une moyenne positive et divise les individus qui composent ce groupe : le fait de réserver l'adoption et la PMA aux seuls couples hétérosexuels.

Leur évaluation globale de l'utopie techno-libérale est positive mais à un niveau bas (+0,3) ils ne sont que très peu à en avoir fait leur système utopique préféré. Ils portent un jugement nuancé sur son contenu. **Les dimensions renvoyant à l'homme augmenté sont franchement rejetées**. Ils évaluent en moyenne positivement la liberté donnée à chacun de vivre et d'afficher son identité, se montrent plutôt favorable à un système politique combinant élus, experts et recours au référendum local ainsi qu'à la suppression des entraves au progrès de la science et de la technologie.

Enfin, **les « identitaires-sécuritaires » évaluent plus favorablement l'utopie écologique (+2,7)**, qu'ils sont 23 % à avoir désigné comme étant leur système utopique préféré. Ils soutiennent en particulier ses dimensions relatives à la consommation et au commerce, ainsi que sur le principe de participation des citoyens, à l'échelle

locale, aux décisions politiques. Une seule proposition recueille une moyenne négative : le recul de la maison individuelle au profit de l'habitat collectif.

A l'opposé du constat relatif aux « décroissants », la proportion d'« identitaires-sécuritaires » est croissante avec l'âge des répondants, passant de 6 % chez 18-24 ans à 22 % chez les 65-70 ans. Les « identitaires-sécuritaires » sont surreprésentés parmi les CSP intermédiaires (21 %), alors qu'ils sont sous-représentés parmi les CSP+ et les demandeurs d'emploi (11 %). Ils sont moins présents parmi les habitants des villes centres des grandes métropoles (moins de 10 %), alors qu'ils sont surreprésentés parmi les habitants des couronnes périurbaines (21 %). Ils représentent 26 % des répondants se positionnant politiquement « à droite » et 31 % de ceux « très à droite », contre 7 % seulement des répondants « très à gauche » ou proches des mouvements écologistes.

Les « modernes » (37 %)

Ce groupe est lui aussi très conforme à son alter égo de 2019. Son poids dans l'ensemble de l'échantillon s'est sensiblement accru, passant de 31 % à 37 %. Son profil de préférence est moins marqué que celui des deux groupes précédents. Des 5 groupes de la typologie, c'est **celui qui évalue le plus favorablement l'utopie techno-libérale** mais, avec une note globale moyenne de +1,6, il s'agit d'un **enthousiasme modéré**. Ils ne sont d'ailleurs que 31 % à en avoir fait leur système utopique préféré. Chacune des propositions de ce système utopique est évaluée positivement en moyenne, excepté deux relatives à l'augmentation de l'humain (les « modernes » ont révisé à la baisse leurs évaluations sur ce point par rapport à 2019). Cependant, aucune proposition ne dépasse le seuil d'une moyenne de +2. **Les « modernes » se montrent sensibles à la technologie**, qu'ils souhaiteraient, davantage que les autres, voir se développer sans entraves. C'est **le seul groupe de la typologie qui crédite la perspective d'une croissance économique forte mais inégalitaire d'une moyenne positive**. Il en va de même pour la proposition relative à une consommation transitant pour une large part par les plateformes numériques exploitées par les très grandes entreprises de la haute technologie, ainsi que la confiance dans la technologie pour venir à bout du défi écologique.

Les « modernes » créditent l'utopie écologique d'une note globale moyenne positive (+1,7), légèrement supérieure même à celle donnée à l'utopie techno-libérale. Mais c'est de loin **la moyenne la plus faible des 5 groupes de la typologie**. On ne compte d'ailleurs dans leurs rangs que 30 % de partisans de ce système utopique. 14 des 15 propositions relatives à l'utopie écologique sont associées à une évaluation moyenne positive. Seule « la richesse est mieux distribuée et les inégalités sont faibles » enregistre une moyenne faiblement négative. Les moyennes sont dans l'ensemble très faibles et, le plus souvent, inférieures à celles observées dans les autres groupes.

Les « modernes » se montrent tout aussi « tièdes » à l'égard de l'utopie sécuritaire, qui reçoit une note globale moyenne de +1,3. Ici, aucune note négative, mais aucune proposition ne suscite l'engouement. Notons que c'est le seul groupe qui crédite l'idée de réserver adoption et PMA aux couples hétérosexuels d'une moyenne (faiblement) positive. C'est aussi le groupe qui se montre le moins enthousiaste à l'idée de promouvoir le commerce indépendant de proximité au détriment des grandes surfaces.

La proportion de « modernes » est similaire dans l'ensemble des tranches d'âge. Ils sont légèrement sous-représentés parmi les actifs CSP+ (31 %), et surreprésentés parmi les CSP- (43 %). Leur poids recule avec le niveau de diplôme (de près de 45 % parmi les moins diplômés à 26 % chez les plus diplômés). On trouve 51 % de « modernes » parmi les répondants se déclarant « très à droite », mais seulement environ 20 % parmi ceux qui se positionnent « très à gauche » ou « proches des mouvements écologistes ». Enfin, les « modernes » sont sur-représentés parmi les personnes qui se disent « gilets jaunes » (près d'une personne sur deux parmi les « gilets jaunes » ayant participé à la mobilisation).

Les « modérés verts » (29 %)

Les « modérés verts » forment le groupe de la typologie au **profil le moins affirmé**. Des trois systèmes utopiques, c'est **l'utopie écologique qui bénéficie de la note globale moyenne la plus haute**, mais à +2,2, ils se classent **loin derrière les décroissants et les « écologistes identitaires »** (voir plus bas). Pour autant, 82 % d'entre eux ont fait de l'utopie écologique leur système utopique préféré. Ils apprécient plus particulièrement au sein de ce système utopique la relocalisation de l'économie sur les territoires, certains aspects du modèle de consommation et la réduction des inégalités. Ils se montrent relativement peu enthousiastes à la perspective de restreindre l'habitat individuel et la circulation des marchandises et des hommes.

Juste après les « modernes », c'est le groupe qui évalue le plus favorablement l'utopie techno-libérale (mais avec une note globale moyenne de seulement +1 et 9 % de partisans). Comme les autres membres des autres groupes, les « modérés verts » en rejettent les facettes renvoyant à l'augmentation de l'humain, avec cependant un peu moins de détermination. Ils valorisent fortement (presqu'autant que les « décroissants ») la reconnaissance de la liberté laissée à chacun de vivre et d'afficher sa différence. Ils rejoignent également les « décroissants » dans leur attraction pour un système politique combinant élus, experts et référendums. Enfin, comme les « modernes », ils ne se montrent pas hostiles à l'approfondissement de la mondialisation économique et institutionnelle et ils soutiennent l'idée que d'un progrès de la science et de la technologie qui ne soit pas entravé par le principe de précaution.

S'ils se montrent très tièdes à l'égard de l'utopie sécuritaire (+0,4), c'est avant tout en raison d'une évaluation très mitigée des propositions à connotations xénophobes.

La part des « modérés verts » décroît régulièrement avec l'âge (de 38 % chez les 18-24 ans -et même 48 % chez les élèves et étudiants - à 21 % chez les 65-70 ans). Si cette part est peu sensible aux CSP et au niveau de vie, elle progresse sensiblement avec le niveau d'éducation. Sur le plan des préférences partisans, les « modérés verts » se distinguent principalement par leur sous-représentation parmi les répondants se situant « très à droite » (10 %). A l'inverse, ils sont sur-représentés parmi les personnes se positionnant « au centre » (37 %).

Les « écologistes identitaires » (10 %)

La typologie issue des résultats de la vague 2019 comportait un groupe, les « libéraux conservateurs », que l'on peine à retrouver dans ceux de la vague 2020. Il cède la place à un nouveau groupe, les « écologistes identitaires », qui reprend certaines des caractéristiques des « libéraux conservateurs », mais davantage empreint de certaines facettes de l'utopie écologique.

Les « écologistes identitaires » se distinguent par la combinaison d'une évaluation favorable à la fois de l'utopie écologique (+3,7) et de l'utopie sécuritaire (+2,4). 79 % sont des partisans de l'utopie écologique, et 21 % de l'utopie sécuritaire. La plupart des propositions relatives à l'utopie écologique sont associées à des notes moyennes positives et élevées, souvent proches de celles relevées auprès des « décroissants ». **Ils se réunissent de manière quasiment unanime autour de l'idée du consommer moins mais mieux**, d'une consommation fondée notamment sur la mutualisation des ressources, d'une vie politique centrée à l'échelle locale et impliquant les citoyens... ainsi que sur **la vision d'une relocalisation de l'économie sur le territoire**, fondée sur un tissu de petites entreprises. Par contre l'idée d'une réduction significative du temps de travail, et de la mise avant de l'habitat collectif au détriment de la maison individuelle ne suscite qu'un enthousiasme modéré. **L'utopie sécuritaire est valorisée d'abord pour le coup de frein qu'elle implique sur la mondialisation**, pour la protection dont bénéficie la production nationale. Mais les « écologistes identitaires » se montrent également **très en phase avec les facettes de l'utopie sécuritaire qui ont trait aux dimensions**

xénophobes vis-à-vis desquelles ils se montrent à peine moins enthousiastes que les « identitaires-sécuritaires ». Enfin, comme ces derniers, ils sont en attente d'ordre et de sécurité.

Les « écologistes identitaires » se montrent collectivement **aussi réservés que les « décroissants » à l'égard de l'utopie techno-libérale** dont ils déplorent avant tout la dimension technologique associée à l'emprise des grandes entreprises sur l'économie. On ne compte d'ailleurs aucun partisan de ce système utopique au sein de ce groupe.

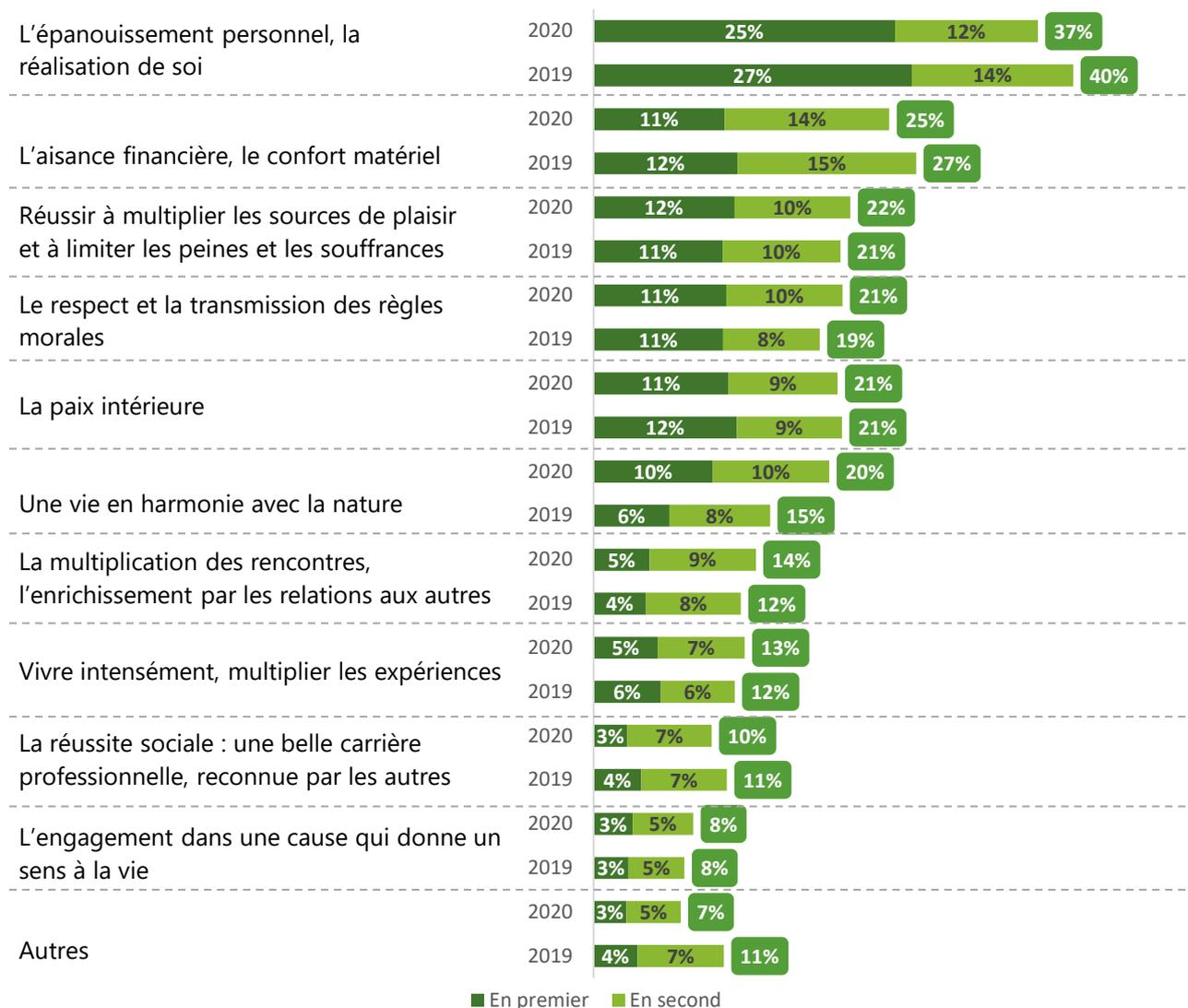
La proportion d'« écologistes identitaires » est croissante avec l'âge, mais de manière moins marquée que celle d'« identitaires-sécuritaires » : 6 % chez les 18-24 et un plus haut à 14 % parmi les 55-64 ans. Une légère sur-représentation des « écologistes identitaires » est perceptible parmi les CSP intermédiaires et les classes intermédiaires de niveau de diplôme. La part des « écologistes identitaires » est décroissante avec la densité de la commune de résidence : elle est de 18 % chez les habitants des communes très peu denses (14 % dans les communes rurales) et de 7 % parmi les répondants résidents des communes densément peuplées (5 % pour l'agglomération parisienne). La coloration politique de ce groupe est peu affirmée : leur poids est supérieur à la moyenne « très à gauche » (16 %), « à gauche » (14 %) et proche des mouvements écologistes (18 %), mais ils ne sont pas significativement sous-représentés au sein des autres tendances.

LES PERSPECTIVES UTOPIQUES THÉMATIQUES

Cette deuxième vague de l'Observatoire a également repris à l'identique un sous-ensemble des questions du questionnaire de la première vague qui visaient à explorer les opinions, les aspirations et les idéaux des Français relatifs à un ensemble de registres plus spécialisés.

LA CONCEPTION D'UNE VIE RÉUSSIE

"Pour vous personnellement, qu'est-ce qui résume le mieux une vie réussie ?"
(Base totale, n = 1888)



Source : © L'ObSoCo / ADEME, mai 2020

La conception que les Français interrogés ont d'une vie réussie dans le contexte de la crise sanitaire ne s'est que marginalement altérée par rapport à ce qu'ils exprimaient il y a un an.

Les choix des répondants parmi les items qui leur étaient proposés demeurent plutôt dispersés. **« L'épanouissement personnel, la réalisation de soi » se classe toujours en première position, mais perd 3 points sur le cumul du premier et du second choix. « L'aisance financière, le confort matériel » conserve sa deuxième, mais perd également 2 points.**

Ces deux premières manières de concevoir une vie réussie rassemblent des populations différenciées. La mise en avant de l'aisance matérielle recule avec le niveau d'éducation, alors que progresse celle de l'épanouissement personnel. Les CPS- sont en retrait par rapport à l'épanouissement personnel comparés aux CSP+ et intermédiaires. Si la préférence pour l'aisance financière semble indépendante de l'âge, celle relative à l'épanouissement est particulièrement marquée parmi les moins de 35 ans (autour de 45 %, et seulement 22 % chez les 65-70 ans). La combinaison de ces facteurs sociodémographiques explique sans doute pourquoi l'épanouissement personnel est davantage mis en avant (à près de 45 %) par les habitants des villes centres des 12 plus grandes métropoles. Sur le plan politique, l'épanouissement personnel est valorisé par près d'un répondant sur deux se disant proche des mouvements écologistes, contre, par exemple 31 % pour ceux qui se classent « très à droite ». L'inverse est observé concernant l'aisance matérielle. Notons que la position des répondants à l'égard du mouvement des gilets jaunes ne fait pas apparaître de corrélation claire avec la position adoptée à l'égard de ces deux premiers items, contrairement à ce que nous observions il y a un an.

« La réussite sociétale » est elle aussi en recul de 2 points. Ce sont donc les approches matérialistes de la vie qui semblent avoir légèrement marqué le pas à l'occasion de la crise sanitaire.

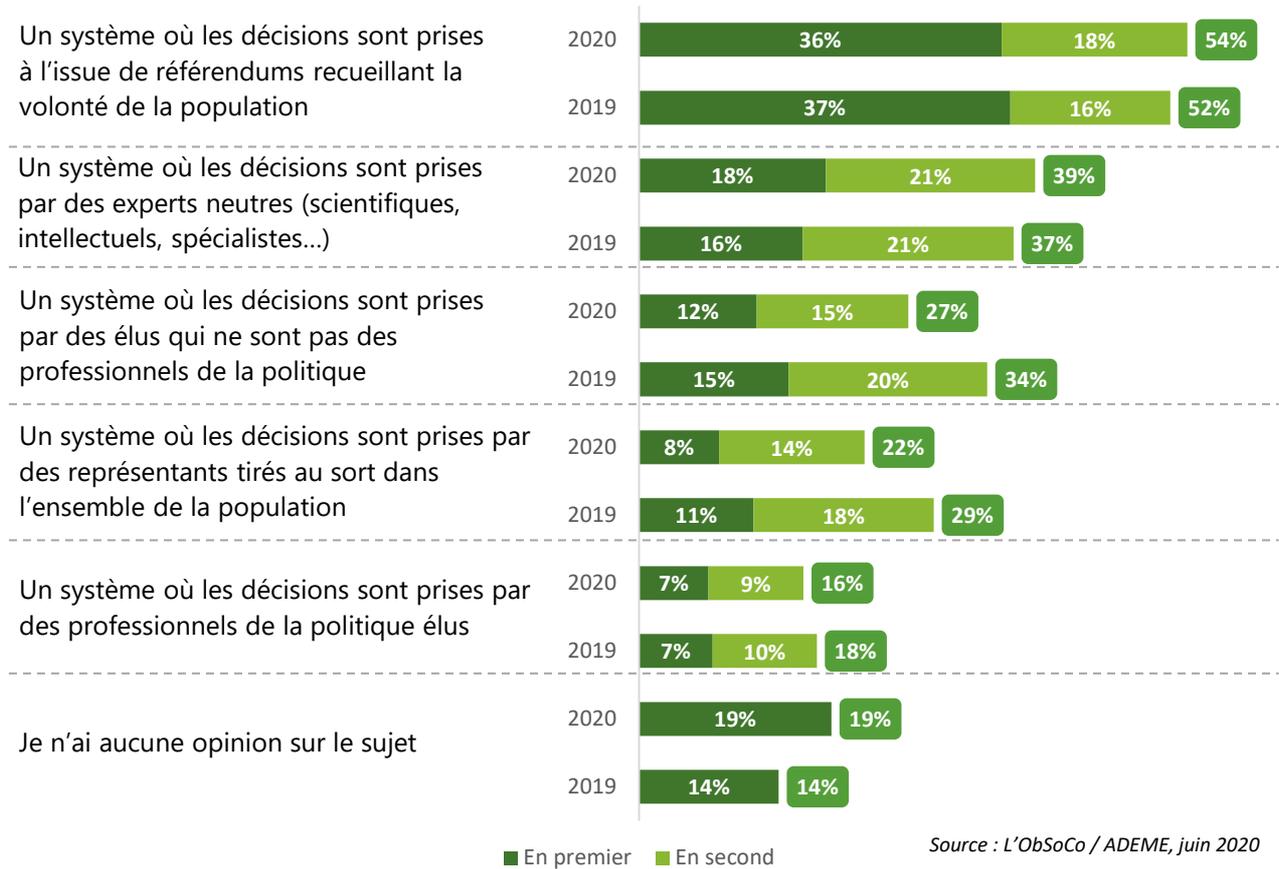
La plus forte progression porte sur « une vie en harmonie avec la nature », qui gagne 5 points, à 20 % en cumul des deux choix. Cette progression se concentre dans les tranches d'âge intermédiaires, alors que la part des 18-25 ans ayant retenu cet item est tombée de 9 % à 7 %. La progression est également très marquée parmi les habitants des communes rurales et des communes très peu denses. On retiendra également une légère progression de « l'engagement pour une cause » et de « la multiplication des rencontres, l'enrichissement des relations aux autres ».

LE SYSTÈME POLITIQUE ET L'ORGANISATION DE LA VIE ÉCONOMIQUE

Les personnes ayant participé à l'enquête ont été interrogées sur leur **conception du système politique idéal**. Comme lors de la vague précédente de l'enquête, parmi les systèmes politiques proposés aux répondants, **c'est celui qui est le plus proche du système actuel qui se classe en dernière position des choix des répondants**. En effet, seulement 17 % ont choisi (dont 7 % en premier choix) « un système où les décisions sont prises par des professionnels de la politique », en très légère baisse par rapport à 2019. **« Un système où les décisions sont prises à l'issue de référendums recueillant la volonté de la population » confirme sa première place**, avec 53 % (dont 35 % de premiers choix), soit un chiffre identique à celui issu de la vague précédente. **Il semblerait que le contexte de la crise sanitaire ait renforcé le désir des Français de voir la compétence et l'expertise associées aux décisions politiques**. Ainsi, « un système où les décisions sont prises par des experts neutres », à 40 %, gagne 2 points (et même 3 points en premier choix, à 19 %). *A contrario*, on note un fort recul à la fois de « un système où les décisions sont prises par des élus qui ne sont pas des professionnels de la politique » (de 34 % à 26 %) et de « un système où les décisions sont prises par des représentants tirés au sort dans l'ensemble de la population » (de 30 % à 22 %). Ces constats sont en cohérence avec la progression sensible de l'adhésion à la proposition attachée à l'utopie techno-libérale : « Les décisions politiques sont prises par des élus conseillés par des experts, ayant recours régulièrement à des référendums par voie numérique ». C'est plutôt en bas de l'échelle sociale et dans les tranches d'âge intermédiaires que le recul est le plus marqué.

"Selon vous, le système politique idéal serait avant tout principalement..."

(Base totale, n = 1888)



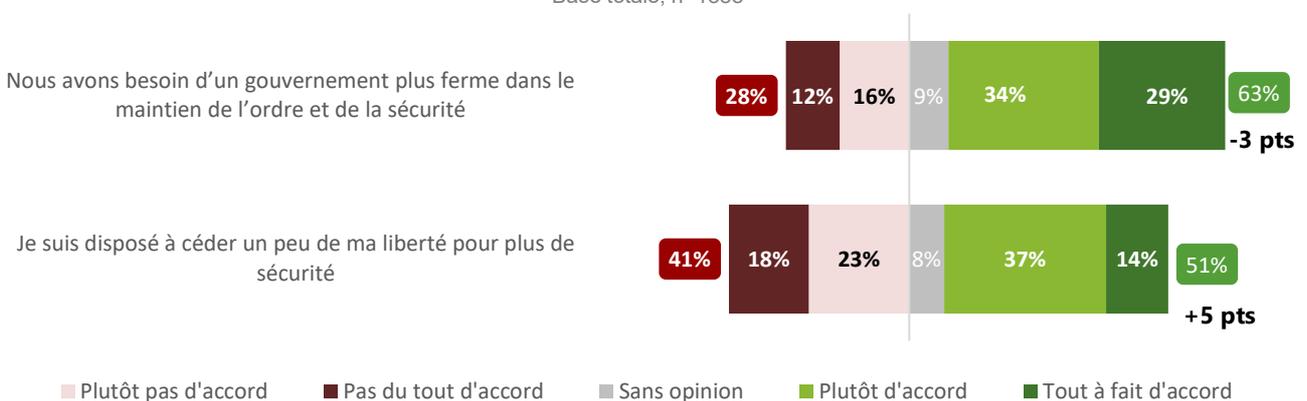
Source : L'ObSoCo / ADEME, juin 2020

Source : © L'ObSoCo / ADEME, mai 2020

Alors qu'en 2019, 46 % des répondants se disaient « disposés à céder un peu de liberté pour plus de sécurité », cette proportion s'établit désormais à 51 %, conséquence probable d'une crise sanitaire qui a conduit effectivement à renoncer à la liberté de mouvement en faveur de la sûreté sanitaire.

"Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec les affirmations suivantes ?"

Base totale, n=1888



Source : © L'ObSoCo / ADEME, mai 2020

C'est parmi les partisans de l'utopie techno-libérale que la progression a été la plus vive, au point que cette part parmi eux dépasse celle observée parmi les partisans de l'utopie sécuritaire (respectivement 57 % et 53 %). Alors que les jeunes étaient en net retrait sur cette disposition à céder de la liberté pour plus de sécurité, ils se rapprochent désormais de la valeur à l'échelle de l'ensemble de l'échantillon (voire la dépassent pour les 18-24 ans, à 57 %). La progression est également très sensible parmi les moins diplômés ainsi que parmi les habitants des agglomérations de moins de 100 000 habitants, qui ont ainsi convergé vers les niveaux observés parmi les habitants des grandes agglomérations. Si les clivages par rapport à la sensibilité politique des répondants demeurent très saillants, on note là aussi un mouvement de convergence vers le haut. Même constat à l'égard de la position par rapport au mouvement des « gilets jaunes » : si les personnes se disant « gilets jaunes » et ayant participé à la mobilisation ne sont que 39 % à accepter cet arbitrage entre la liberté et la sécurité (contre, par exemple, 63 % des répondants disant ne pas soutenir le mouvement), la convergence est très sensible.

A l'inverse, la proportion de répondants se disant en accord avec la proposition selon laquelle « nous avons besoin d'un gouvernement plus ferme dans le maintien de l'ordre et de la sécurité » recule légèrement, passant de 66 % à 63 %. La baisse est particulièrement marquée parmi les plus diplômés et les CSP+, qui restent quand même 58 % à approuver cette proposition.

Concernant l'organisation de la vie économique, les répondants étaient invités à choisir, parmi 6 modalités, celle qui se rapprochait le plus de leur idéal. La comparaison avec la vague de 2019 ne peut se faire que sur le premier choix.

En 2020 comme en 2019, la modalité qui est la plus proche de la situation actuelle, « La vie économique est organisée comme aujourd'hui autour du salariat avec une prépondérance des grandes entreprises capitalistes et un tissu de petites et moyennes entreprises », ne recueille qu'une faible part des suffrages (13 %), en baisse de 2 points. La première position est toujours occupée par « La vie économique est organisée autour d'entreprises dont les stratégies sont définies conjointement par les actionnaires, les salariés, les pouvoirs publics, les représentants des consommateurs... » (30 %, en recul de 3 points). On notera également que, en dépit de l'évocation dans le débat public de l'opportunité de procéder à des nationalisations d'entreprises, ce type de gouvernance de l'activité économique se classe en dernière position et ne progresse que d'un point. Enfin, comme en 2019, une économie composée de travailleurs indépendants ne suscite l'adhésion que d'une très faible part des répondants (11 %), en recul de 2 points. Elle est cependant retenue par 37 % des actifs à leur compte.

LES INÉGALITÉS ET LA REDISTRIBUTION

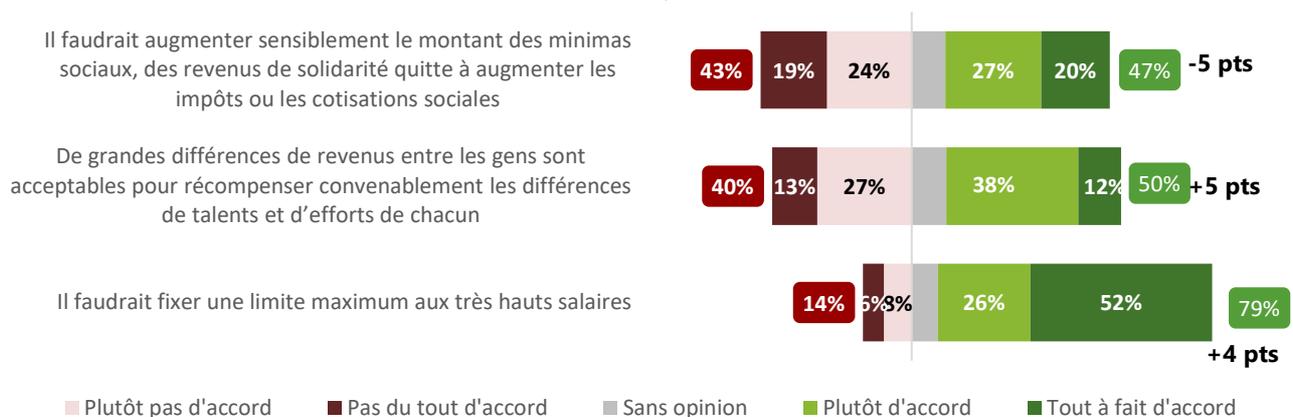
50 % des répondants estiment que « de grandes différences de revenus entre les gens sont acceptables pour récompenser convenablement les différences de talents et d'efforts de chacun », contre 40 % qui sont de l'avis opposé. **C'est 5 points de plus qu'avant la crise sanitaire.** L'écart, initialement modéré, qui séparait les partisans des utopies techno-libérale et sécuritaire des partisans de l'utopie écologique (moins enclins à adhérer à cette idée) s'est approfondi. Le taux d'adhésion à cette idée a fortement progressé parmi les CSP- et intermédiaires qui, auparavant se montraient plus réservées que les CSP+.

Pour autant, **79 % des Français interrogés s'accordent autour de l'idée qu'il conviendrait de fixer une limite maximum aux très hauts salaires.** **C'est 4 points de plus qu'avant la crise sanitaire** qui a mis sur le devant de la scène les salariés « en première ligne », dont l'utilité sociale est apparue comme étant sans rapport avec leur niveau de rémunération.

Les partisans des utopies techno-libérales et écologiques ont ici rejoint le niveau d'adhésion à cette idée qu'exprimaient il y a un an les adeptes de l'utopie sécuritaire. Si le taux d'adhésion demeure croissant avec l'âge (jusqu'à 91 % chez les plus âgés), elle progresse dans chacune des tranches d'âge. La progression est particulièrement nette parmi les CSP-, le niveau d'adhésion des CPS+ restant stable à un niveau plus faible que le niveau global. La perspective de limiter les très hauts salaires progresse dans l'ensemble des sensibilités politiques mais, alors que la progression est modeste du « centre » à « très à droite », où le taux d'adhésion demeure inférieur à celui de l'ensemble de l'échantillon, on note une radicalisation sur ce point « très à gauche » (où on passe de 89 % à 93 %) et parmi les répondants se déclarant proches des mouvements écologistes (de 70 % à 84 %).

"Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec les affirmations suivantes ?"

Base totale, n=1888

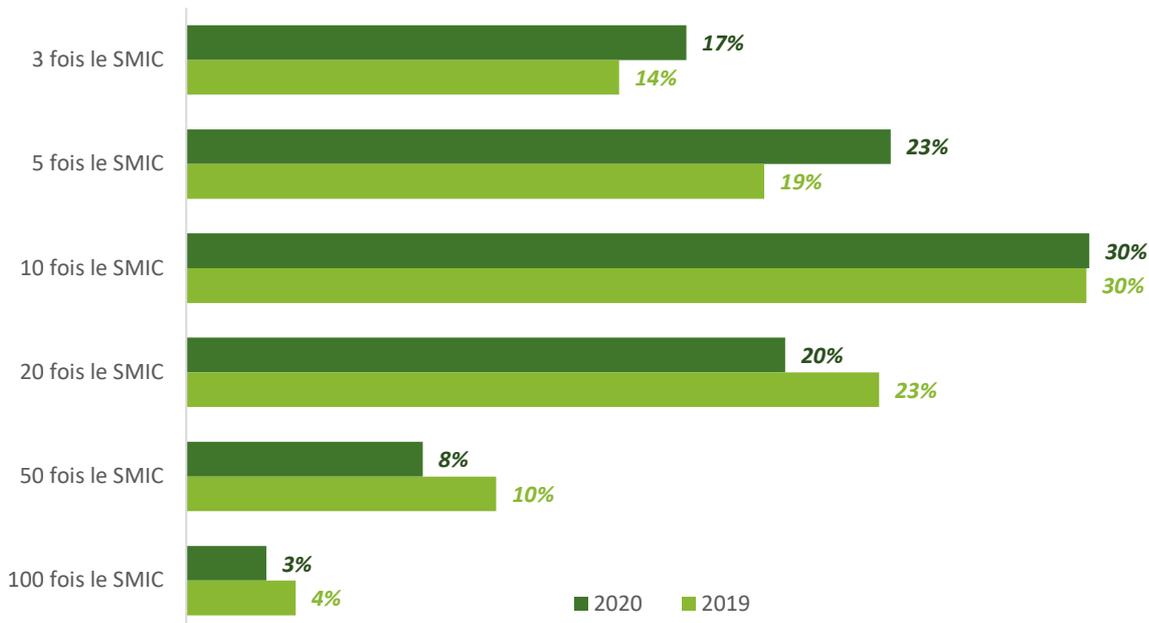


Source : © L'ObSoCo / ADEME, mai 2020

A quel niveau conviendrait-il de fixer cette limite ? Pour 17 % des personnes interrogées, à 3 fois le SMIC. Pour 23 %, à 5 fois le SMIC. Pour 30 %, à 10 fois le SMIC. Seuls 12 % des répondants fixent la limite à 50 fois le SMIC ou plus. **Par rapport à 2019, la distribution des réponses est légèrement tirée vers le bas.**

"Selon vous, à quel niveau devrait-être fixée la limite pour les très hauts salaires ?"

(Base : répondants ayant approuvé la nécessité d'une limite aux très hauts salaires, n = 1495)



Source : © L'ObSoCo / ADEME, mai 2020

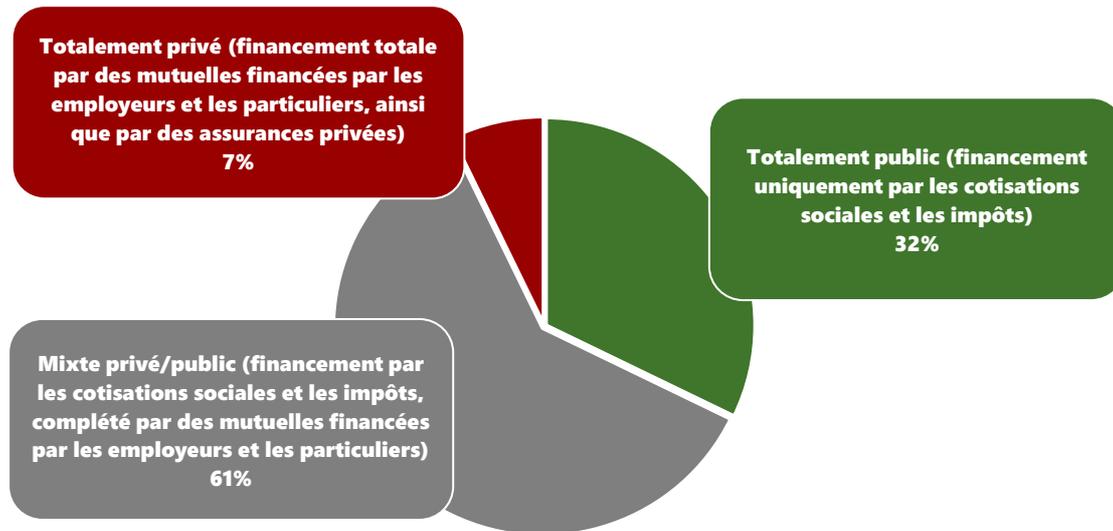
Autre paradoxe, **le pourcentage de Français estimant qu'il faudrait augmenter sensiblement le montant des minima sociaux, des revenus de solidarité, quitte à augmenter les impôts ou les cotisations sociales est passé de 52 % à 47 %**. La baisse est très sensible parmi les partisans de l'utopie écologique (dont la réduction des inégalités est pourtant une composante) et de l'utopie sécuritaire, alors que le taux d'adhésion à cette idée passe de 47 % à 55 % parmi les partisans de l'utopie techno-libérale. Si **la baisse s'observe dans l'ensemble des CSP, elle est particulièrement forte pour les CSP+** (de 55 % à 38 %), ce que l'on retrouve au sein de la tranche de niveau de vie moyenne-supérieure. Alors que le taux d'adhésion à cette hypothèse d'élévation des revenus de solidarité se maintient à haut niveau parmi les répondants se positionnant « à gauche » ou « très à gauche » de l'échiquier politique, on observe une baisse très significative parmi les répondants se situant « à droite » (34 % contre 46 % en 2019).

Les Français sont attachés à la socialisation, au moins partielle, du financement du système de santé. En effet, seuls 7 % de ceux qui ont participé à l'enquête estiment qu'un financement totalement privé serait la meilleure forme de financement du système de santé. 61 % se disent en faveur d'un système mixte, comme l'est le système actuel, dans lequel le financement par les cotisations sociales et les impôts serait complété par des mutuelles financées par les employeurs et les particuliers. Enfin 32 % ont opté pour un financement totalement public.⁴

⁴ Cette question n'avait pas été posée dans la vague 2019 de l'enquête.

"Selon vous, quelle serait la meilleure modalité de financement du système de santé ? "

Base totale, n = 1888



Source : © L'ObSoCo / ADEME, mai 2020

Les préférences relatives aux trois systèmes utopiques semblent indépendantes de celles relatives au financement du système de santé. La préférence pour un financement totalement public croît avec l'âge, mais reste minoritaire dans l'ensemble des tranches d'âge. La sensibilité politique est l'autre seule variable qui est corrélée avec les opinions relatives au financement du système de santé. La préférence pour un système totalement public recule à mesure que l'on se déplace de gauche à droite (de 63 % parmi les répondants se plaçant « très à gauche » à 26 % et 27 % pour ceux qui se situent « à droite » ou « très à droite »). Notons que 17 % des répondants « très à droite » ont exprimé une préférence pour un système totalement privé. C'est le cas également de 14 % des « gilets jaunes » ayant participé à la mobilisation.

Enfin, **48 % des Français interrogés en 2019 se déclaraient en faveur de l'instauration du revenu universel en France⁵. Désormais, cette part s'établit à 42 %, soit une perte de 6 points.** Notons que 21 % des répondants se sont déclarés sans opinion (17 % en 2019). Le recul a été particulièrement sensible de la part des partisans de l'utopie techno-libérale. Désormais, ce sont les tenants de l'utopie écologique qui sont relativement les plus favorables au revenu universel. Le recul est observable dans l'ensemble des tranches d'âge – excepté les 65-70 ans qui demeurent à un niveau très bas (30 % en 2020) – et, désormais, **seuls les 25-34 ans font émerger une majorité en faveur du revenu universel. La baisse est également particulièrement sensible parmi les CSP-, alors que l'on observe une légère progression parmi les CSP+ qui, avec 48 % d'opinions favorables, constituent désormais la catégorie socioprofessionnelle la mieux disposée à l'égard du revenu universel.**

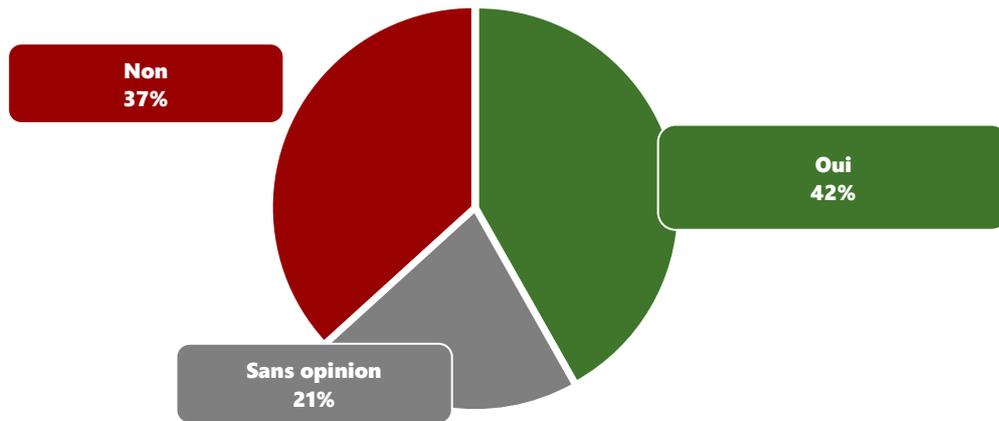
⁵ La question était formulée de la manière suivante : « Dans certains pays, on parle actuellement d'instaurer un revenu universel (ou revenu d'existence). Il comprend tous les éléments suivants :

- Le gouvernement verse à tout le monde un revenu mensuel pour couvrir les dépenses essentielles
- Ce revenu remplace beaucoup d'autres prestations sociales
- Le but est de garantir à chacun un niveau de vie minimum
- Chacun reçoit le même montant, qu'il choisisse de travailler ou pas, et continue de toucher le revenu de son travail ou ses autres sources de revenu
- Ce système est financé par les impôts

Dans l'ensemble, seriez-vous favorable à un tel revenu universel en France ? »

"Dans l'ensemble, seriez-vous favorable à un tel revenu universel en France ?"

Base totale, n = 1888



Source : © L'ObSoCo / ADEME, mai 2020

LE RAPPORT AU COSMOPOLITISME

La progression enregistrée par le système utopique sécuritaire doit pour beaucoup, comme on l'a vu, au désir de renforcer la protection du pays à l'égard de l'extérieur. Cette tendance se confirme au travers de l'évolution des réponses aux questions relatives au cosmopolitisme.

En 2019, **36 % des répondants acquiesçaient à la proposition « je suis favorable à l'établissement d'un gouvernement mondial associé à une citoyenneté planétaire »**. Cette part s'établit désormais **27 %**, alors que celle des répondants en désaccord est passée de 42 % à 50 %. Ce mouvement se retrouve dans l'ensemble des tranches d'âge. Il est particulièrement sensible parmi **les 18-24 ans où l'on passe d'un taux d'adhésion à l'idée d'une citoyenneté planétaire de 52 % à 40 %**. Ce taux d'adhésion continue de reculer de manière monotone avec l'âge (10 % parmi les 65-70 ans). **Le recul est également particulièrement marqué parmi les CSP-**. S'il concerne l'ensemble des niveaux de formation avec peu ou prou la même intensité, les opinions par rapport à cette question continuent d'être très marquées par le niveau de capital culturel, la part des partisans d'une citoyenneté planétaire passant de 16 % à 40 % entre les classes extrêmes des niveaux de diplôme.

L'adhésion à la perspective d'un **renforcement de l'unification européenne en vue de se diriger vers des États-Unis d'Europe recule également, passant de 41 % à 35 %**. Ce recul affecte les partisans de l'utopie écologique et, plus encore, ceux de l'utopie sécuritaire (de 36 % à 15 %), alors que l'adhésion à l'idée d'Etats-Unis d'Europe progresse parmi les partisans de l'utopie techno-libérale (de 39 % à 43 %). Les opinions sur ce sujet sont clivées socialement. **Il demeure 50 % de CSP+ qui se disent favorables à l'unification européenne, contre seulement 30 % des CSP-**. Ce clivage se retrouve sur le plan du niveau de formation et du niveau de vie. La sensibilité politique est très corrélée à la position par rapport à l'idée des Etats-Unis d'Europe, une idée qui continue de réunir une large majorité (63 %) des répondants se positionnant « au centre », alors qu'elle est massivement rejetée (60 %) par ceux qui se classent « très à droite ».

Dans le même mouvement, **la part des répondants qui rejettent l'idée qu'« il faudrait supprimer le système des visas et instaurer une liberté totale pour chacun de voyager et de s'installer dans n'importe quel pays » progresse de 3 points**, passant de 58 % à 61 %.

55 % des Français interrogés continuent de penser que « La France s'enrichit de la diversité ethnique et culturelle ». C'est seulement 2 points de moins qu'en 2019.

LE RAPPORT AU TRAVAIL

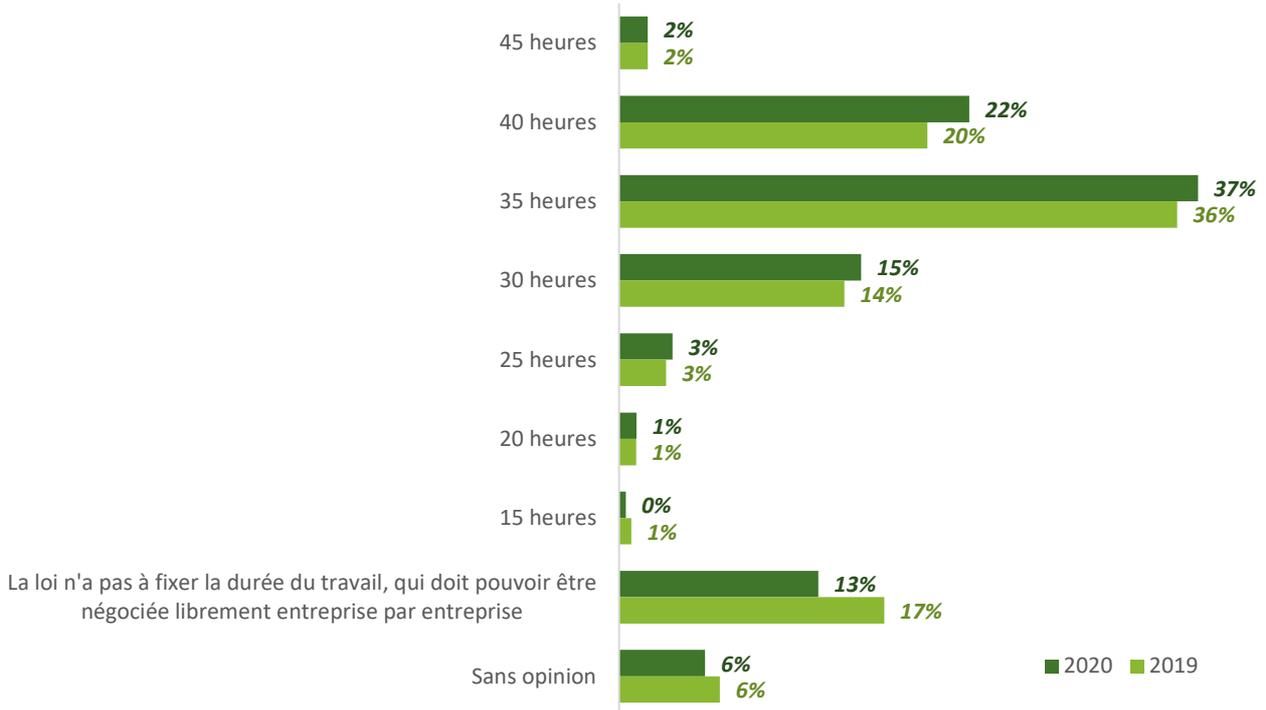
La situation de confinement dans laquelle s'est retrouvée une large fraction des actifs a pu constituer une période propice à une réflexion sur sa situation professionnelle, à la place qu'occupe le travail dans l'existence.

Pourtant, à la question « Dans l'idéal, par rapport à votre situation professionnelle actuelle, vous préféreriez en priorité... », la distribution des réponses ne s'est modifiée qu'à la marge par rapport à la situation antérieure à la crise sanitaire.

C'est toujours « ne pas changer de métier mais être mieux rémunéré(e) » qui se place en première position (36 %, +1 point), alors qu'en deuxième position, « Ne rien changer à votre situation actuelle » gagne 6 points, à 21 %. Si « arrêter de travailler » recule de 4 points pour tomber à 7 %, « travailler moins » progresse de 3 points mais ne représente que 10 % des réponses. Relevons que « arrêter de travailler » a été retenu par 17 % des 55-64 ans (mais 24 % en 2019). Alors que les partisans de chacun des trois systèmes utopiques étaient en 2019 à peu près au diapason concernant l'idéal de travailler moins, en 2020, les partisans de l'utopie écologique se démarquent avec 12 % d'individus ayant choisi cette modalité contre près de 7 % pour les deux autres systèmes utopiques. **La fréquence de l'aspiration à travailler moins progresse avec le niveau de diplôme, le niveau de vie, et la catégorie socioprofessionnelle, ainsi qu'avec la densité de la commune d'habitation** (elle atteint près de 20 % parmi les habitants des villes centres des 12 plus grandes métropoles). La situation des actifs durant le confinement (confinés en télétravail, confinés en arrêt et actifs non confinés) n'a pas d'effet significatif sur la fréquence de la modalité « travailler moins ».

"Dans l'idéal, à quel niveau devrait-on fixer la durée légale de la semaine de travail dans un pays comme la France ?"

Base totale, n=1888

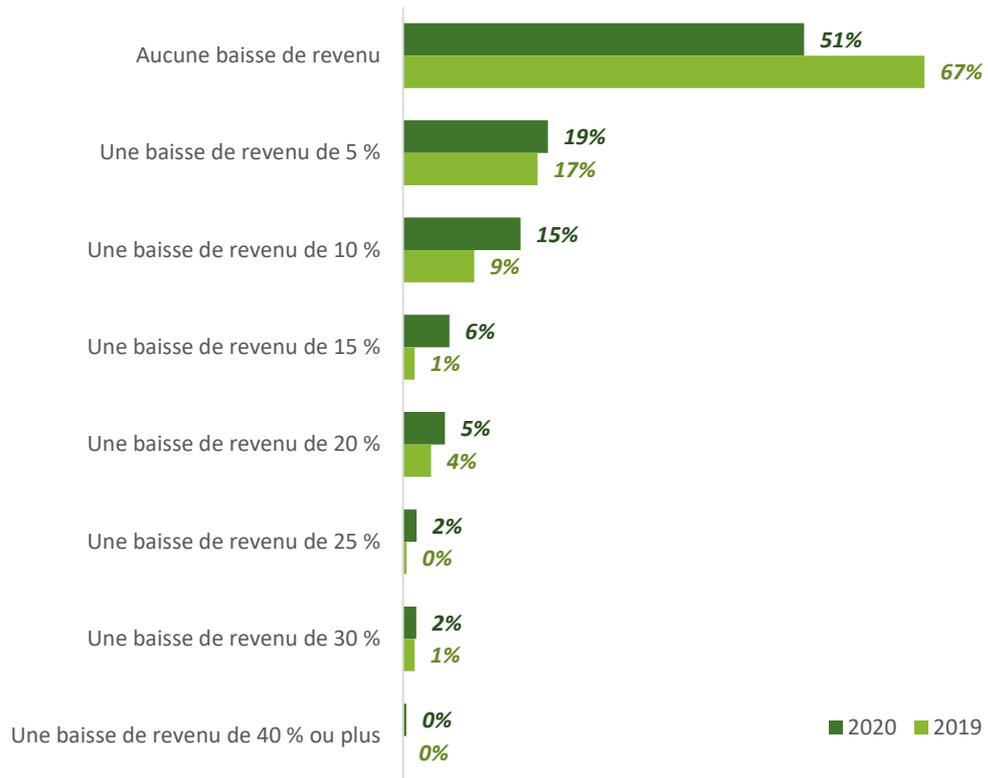


Source : © L'ObSoCo / ADEME, mai 2020

La crise sanitaire n'a pas non plus provoqué d'évolutions notables dans le rapport des Français à la durée du travail. Interrogés sur le niveau auquel la durée légale de la semaine de travail devrait être fixée en France, c'est 35 heures qui rassemble le plus grand nombre de réponses, mais seulement avec 37 % (+1 point). 24 % situent cette durée légale à plus de 35 heures (+ 2 points), contre seulement 20 % à moins de 35 heures (+ 1 point). Les réponses des seuls actifs sur le temps hebdomadaire qu'ils souhaiteraient dans l'idéal consacrer au travail étendent encore les écarts et les divisent en trois blocs de taille voisine. Les 35 heures ne rassemblent que 31 % des répondants, en recul de 5 points, alors que pour 32 % des actifs interrogés, l'idéal serait supérieur ou égal à 40 h, en croissance de 5 points, et que 33 % fixent leur idéal à 30 heures ou moins, en progression d'un point. **La crise sanitaire semble avoir ainsi contribué à augmenter la dispersion des préférences par rapport au temps de travail.** Les moins de 35 ans, qui étaient en 2019 sensiblement moins nombreux que la moyenne à déclarer une durée du travail idéale supérieure à 35 heures, se rapprochent désormais de l'ensemble de l'échantillon, de même que les 55-64 ans. De même, la proportion de CSP+ ayant déclaré une durée du travail idéale inférieure à 35 heures progresse de 10 points, qui convergent ainsi vers la moyenne, alors que progresse la proportion de CSP- et intermédiaires qui la fixe à plus de 35 heures.

"Quelle baisse de revenu par rapport à votre revenu actuel seriez-vous prêt(e) à accepter pour pouvoir travailler [item retenu dans la question précédente si 30 heures ou moins] par semaine ?"

Base individus ayant indiqué 30 heures ou moins à la question



Source : © L'ObSoCo / ADEME, mai 2020

Les actifs ayant déclaré une durée du travail idéale inférieure à 35 heures ont été invités à déclarer le niveau de baisse de revenu auquel ils seraient prêts à consentir pour cela. **51 % n'envisagent aucune baisse de revenu. Le chiffre est important mais il est en recul de 16 points par rapport à 2019.** 34 % des personnes concernées seraient disposées à perdre jusqu'à 10 % de leur revenu, soit 8 points de plus qu'avant la crise sanitaire. 15 % accepteraient un recul d'au moins 15 %, le double de la proportion de 2019. Les hommes sont davantage enclins que les femmes à accepter une baisse de revenu pour travailler moins (53 % contre 44 %). Sur le plan de l'âge, les 18-24 ans se distinguent nettement (65 %). Les partisans de l'utopie écologique devançant très largement sur ce point les soutiens des utopies techno-libérale et sécuritaire (58 % contre, respectivement, 37 % et 30 %). **La disposition à renoncer à une fraction de son revenu pour travailler moins progresse avec le niveau de diplôme, le niveau de vie et la CSP.** Elle est également très liée à la position du répondant par rapport à la consommation (60 % parmi ceux qui déclarent vouloir consommer moins mais mieux contre 33 % pour ceux qui aspirent à consommer plus).

LE RAPPORT AU TEMPS

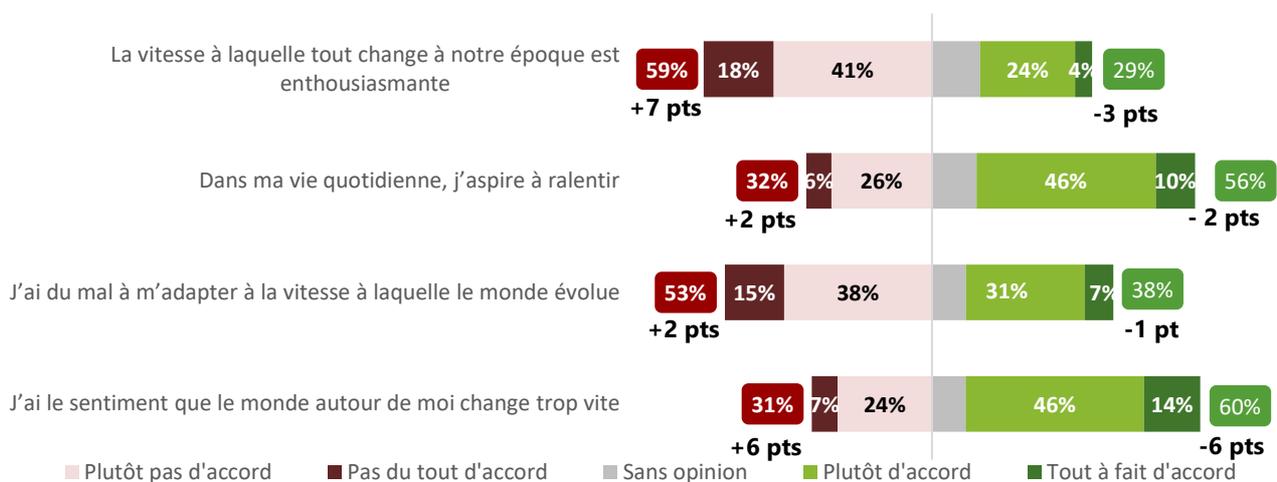
La vague 2019 de l'Observatoire avait mis en lumière un certain malaise à l'égard de la vitesse du changement de manière générale dans la société contemporaine s'accompagnant d'un désir de ralentissement.

Le contexte de la crise sanitaire ne semble pas avoir eu d'effet notable sur cette perception. Les évolutions par rapport à 2019 sont dans l'ensemble de faible intensité et souvent contradictoires.

Parmi les évolutions significatives, signalons tout d'abord, **le recul du sentiment que le monde change trop vite**, qui passe de 66 % à 60 %. *A contrario*, on note une **augmentation de 7 points de la part des répondants, déjà majoritaire en 2019, exprimant un désaccord vis-à-vis de l'affirmation selon laquelle « la vitesse à laquelle tout change à notre époque est enthousiasmante »**. A 38 %, la proportion d'individus reconnaissant avoir du mal à s'adapter à la vitesse à laquelle le monde évolue est grossièrement stable, alors que celle des **répondants aspirant au ralentissement dans leur vie quotidienne recule de 2 points mais reste majoritaire (56 %)**.

"Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec les affirmations suivantes ?"

Base totale, n=1888



Source : © L'ObSoCo / ADEME, mai 2020

Les personnes ayant participé à l'enquête ont été également invitées à donner **une note entre -5 et +5 selon leur évaluation du rythme de vie dans la société actuelle**, les notes négatives devant exprimer le ressenti d'un rythme trop lent, les notes positives celui d'un rythme trop rapide.

La moyenne des notes données par l'ensemble des répondants est en progression, passant de +0,4 à +1,5, la proportion de ceux ayant donné une note positive passant de 66 % à 70 %.

Sur la base des réponses à l'ensemble de ces questions, un score a été construit exprimant de manière synthétique l'intensité du malaise par rapport au rythme de vie et du changement. Plus ce score est positif, plus le répondant est à l'aise avec le rythme de vie et celui du changement. A l'inverse, un score négatif signifie un malaise. La répartition des répondants par rapport à la valeur de ce score ne s'est pas modifiée entre les deux vagues de l'enquête. Il se confirme que ce sont les partisans de l'utopie techno-libérale qui expriment le plus faible niveau de malaise à l'égard du rythme de vie et du changement, les partisans de l'utopie sécuritaire qui sont associés au niveau le plus haut. Les écarts se sont toutefois réduits entre les deux vagues de l'enquête. Le niveau de score est très fortement et négativement corrélé au degré d'optimisme à l'égard des années à venir et aux indicateurs de bien-être.

Enfin, il a été demandé aux Français interrogés de se placer dans l'hypothèse dans laquelle les semaines compteraient 8 jours et les journées 25 heures et d'indiquer **les usages prioritaires du supplément de temps devenu ainsi disponible**. Dans la mesure où, pour une part importante de la population, le confinement s'est traduit par un surcroît de temps disponible, l'écart dans les réponses à cette question entre les deux vagues sont susceptibles de témoigner des effets de l'expérimentation du temps libéré sur la structure des préférences.

Ici encore, les différences entre l'avant et l'après sont dans l'ensemble très modestes. **Comme en 2019, c'est « passer plus de temps avec ses proches » qui se classe en premier, retenu (en cumul des 3 choix possibles) par 51 % des personnes interrogées**. Si ce niveau est identique à celui relevé en 2019, la part de « en premier » passe de 27 % à 29 %. L'écart entre les hommes et les femmes s'est renforcé entre les deux vagues de l'enquête (en 2020, 57 % pour les femmes et 45 % pour les hommes). D'avoir passé plus de temps en famille durant le confinement ne semble pas avoir affecté le désir d'en consacrer davantage. Loin derrière, **se place « faire plus de choses par soi-même (bricoler, jardiner, cuisiner, coudre...) », retenu par un tiers de répondants**, dont 13 % en premier choix. Arrivent ensuite, *ex-aequo* à 26 %, s'adonner à ses passions et partir plus souvent/plus longtemps en vacances, mais avec des scores stables. A 25 %, « être plus souvent en contact avec la nature » progresse de 2 points. « Dormir, se reposer, se détendre » perd 3 points mais, à 23 %, demeure à un niveau relativement élevé. Effet des privations imposées par le confinement ? « sortir plus souvent (cinéma, restaurants, cafés, balades...) » gagne 3 points à 21 %, à égalité avec « passer plus de temps à faire du sport, à s'occuper de son corps », qui gagne 2 points. Les usages du temps consacrés à autrui ou à la collectivité demeurent très peu cités, on note même un recul de 3 points de « s'engager pour une cause, aider les autres », qui contraste avec les élans de solidarité observés depuis le début de la crise sanitaire. Enfin, on pourrait s'étonner de constater que « se cultiver » enregistre la plus forte baisse (6 points à 14 %) alors que « se divertir en regardant davantage la télévision ou des séries, surfer sur Internet » est en progression de 3 points (à 10 %).

LE RAPPORT À LA CONSOMMATION ET AU COMMERCE

Afin d'appréhender de manière générale la manière dont ils abordent la consommation, les répondants ont été invités à retenir parmi **quatre postures relatives à la consommation** celle dans laquelle ils se reconnaissent le mieux.

Près d'un tiers des répondants ont retenu « j'aime la manière dont je consomme et ne souhaite pas changer mes habitudes ». Ce chiffre est en progression de 9 points par rapport à la vague de 2019. 21 % déclarent vouloir consommer plus, une proportion très proche de celle observée en 2019. **Les 48 % restant témoignent d'une aspiration à consommer mieux, dont 30 % qui seraient prêts pour cela à consommer moins, soit 5 points de moins que l'an dernier**. Au cours d'une enquête réalisée lors de la première quinzaine du confinement, nous observons en réponse à la même question des résultats très différents. La proportion de répondants ayant choisi « consommer moins mais mieux » s'élevait alors à 39 %, soit 9 points de plus que le niveau actuellement observé, prolongeant ainsi une tendance à la hausse observée depuis plusieurs années. Seuls 10 % avaient retenu « je voudrais pouvoir consommer plus », soit 11 points de moins. Une partie de ces écarts, considérables sur un laps de temps si court, peut résulter d'un effet d'enquête, la question ayant été posée dans un contexte différent dans les deux études. Mais ces chiffres sont également susceptibles de témoigner d'une évolution du rapport à la consommation intervenue au cours du confinement, le régime de déconsommation forcée qui s'est imposé aux Français durant de longues semaines ayant pu réduire les velléités de consommer mieux et relancer les pulsions consuméristes d'une partie de la population (qui se sont d'ailleurs clairement exprimées dès les premiers jours du déconfinement). Il conviendra d'observer attentivement l'évolution des opinions en la matière au terme du processus de déconfinement.

L'aspiration à consommer moins mais mieux a davantage reculé par rapport à la vague de 2019 chez les femmes (de 37 % à 28 %) que chez les hommes. Sur le plan de l'âge, **les baisses les plus sensibles sont observées chez les 18-25 ans (de 41 % à 32 %) au profit du statu quo, ainsi que chez les 55-64 ans (de 39 % à 22 %) dont une partie ont rejoint les** désireux du consommer plus. Si le « consommer mieux » demeure largement majoritaire parmi les partisans de l'utopie écologique, il est tout de même en recul au profit du statu quo. **Le recul est plus marqué encore parmi les partisans de l'utopie techno-libérale dont désormais 34 % déclarent vouloir consommer plus.** Sur le plan des CSP, **le « consommer moins mais mieux » est en légère croissance chez les CSP+, alors qu'il baisse fortement chez les CSP-, en faveur du statu quo.** De manière cohérente, c'est dans les catégories les moins diplômées que le recul est le plus net ainsi que sur les premières tranches de niveau de vie. Enfin, on notera que 42 % des actifs confinés en télétravail déclarent aspirer à consommer moins mais mieux alors qu'ils ne sont que 12 % à souhaiter pouvoir consommer plus. Chez les actifs confinés en arrêt de travail, ces proportions sont respectivement de 29 % et 27 %.

Signalons pour finir, que la disposition à consommer plus est fortement corrélée (négativement) aux indicateurs d'optimisme, de bonheur et d'équilibre psychologique.

Il a été demandé aux répondants ayant déclaré vouloir consommer mieux (autant ou moins) de **préciser ce qu'ils entendaient par « consommer mieux »** en retenant deux items parmi une liste de dix. **En 2020 comme en 2019, c'est « acheter des produits de qualité et bons pour santé » qui se classe en première position** (17 %), tant sur la base du premier choix que sur celle du cumul des deux choix (35 %). Cet item marque un léger recul par rapport à 2019. **« Acheter des produits plus respectueux de l'environnement », qui arrivait en deuxième position en 2019 avec 32 % en cumul des deux choix, perd 8 points (à 24 %) et recule à la 5^{ème} position.** Il est désormais devancé par « n'acheter que des produits vraiment utiles » (26 %, +1 point) *ex aequo* avec « acheter des produits qui durent plus longtemps (+3 points) et « acheter des produits fabriqués localement » qui, avec +7 points est l'item qui enregistre la plus forte progression. On notera enfin la progression de 3 points de « acheter des produits moins chers » qui, avec 12 % quitte la dernière place du classement.

« Parmi les propositions suivantes, quelles sont les deux qui se rapprochent le plus de ce que vous comprenez par « consommer mieux » ? »

(Cumul des % « En premier » + « En second »)

Base totale, n=1888

	2020	2019	Évolution
Acheter des produits de qualité et bons pour la santé	36%	37%	-1 pt
N'acheter que des produits vraiment utiles	27%	25%	+ 2 pts
Acheter des produits fabriqués localement	26%	19%	+ 7 pts
Acheter des produits qui durent plus longtemps	26%	23%	+ 2 pts
Acheter des produits plus respectueux de l'environnement	24%	32%	-8 pts
Ne pas jeter des produits qui peuvent encore servir	17%	16%	+ 1 pt
Acheter moins	11%	11%	=
Acheter des produits moins chers	11%	9%	+ 2 pts
Favoriser des produits issus de la récupération et du recyclage	11%	12%	-1 pt
Produire et faire soi-même (jardinage, imprimante 3D, etc...)	9%	12%	-3 pts
Autre	1%	1%	-1 pt

Source : © L'ObSoCo / ADEME, mai 2020

Le recul de l'item « acheter des produits plus respectueux de l'environnement » est particulièrement marqué chez les CSP intermédiaires et les niveaux intermédiaires de formation, qui se sont reportés en particulier sur les achats de produits locaux. La progression réalisée par ce dernier item est particulièrement forte à la fois chez les moins de 35 ans et les 65-70 ans. La progression est également très forte parmi les partisans de l'utopie écologique qui rejoignent ainsi le niveau observé chez les partisans des deux autres systèmes utopiques.

Perceptions du « consommer mieux » selon le système utopique préféré

Base totale, n=1888

	Utopie technolibérale	Utopie écologique	Utopie sécuritaire	Ensemble
Acheter des produits de qualité et bons pour la santé	30%	36%	38%	36%
N'acheter que des produits vraiment utiles	29%	26%	26%	27%
Acheter des produits fabriqués localement	24%	25%	29%	26%
Acheter des produits qui durent plus longtemps	22%	25%	29%	26%
Acheter des produits plus respectueux de l'environnement	15%	30%	18%	24%
Ne pas jeter des produits qui peuvent encore servir	18%	16%	17%	17%
Acheter moins	15%	10%	10%	11%
Acheter des produits moins chers	18%	8%	12%	11%
Favoriser des produits issus de la récupération et du recyclage	13%	12%	8%	11%
Produire et faire soi-même (jardinage, imprimante 3D, etc...)	11%	9%	9%	9%
Autre	1%	0%	1%	1%

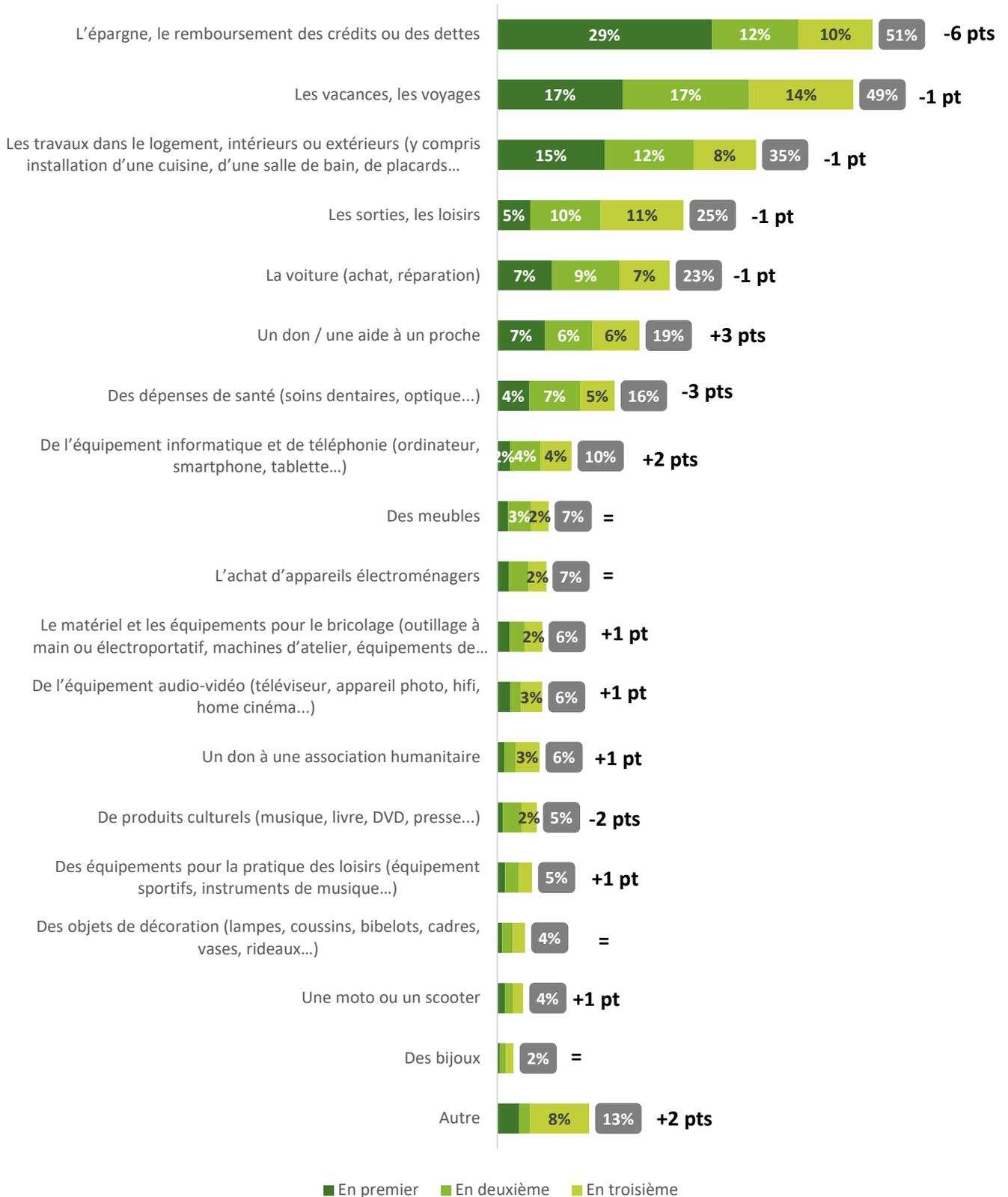
Source : © L'ObSoCo / ADEME, mai 2020

Afin de repérer les appétences/restrictions relatives aux différents postes de consommation, nous avons placé les répondants face à un scénario dans lequel ils se voyaient bénéficiaires d'une **rentrée d'argent inattendue** correspondant à 6 mois de revenus de leur foyer. Il leur était demandé de sélectionner jusqu'à trois postes budgétaires auxquels ils souhaiteraient allouer prioritairement cet argent.

Les items classés aux 5 premières places sont identiques à ceux observés en 2019. L'épargne, le **remboursement des crédits ou des dettes arrive toujours en tête, retenu par 52 % des répondants (dont 30 % en premier choix).** Il marque cependant un recul de 5 points par rapport à 2019, conséquence probable tant de la contraction de leurs revenus pour une fraction significative des ménages (45 % dans le cadre de la présente enquête) et de l'augmentation du désir de consommer plus. **En deuxième position, les vacances et les voyages sont grossièrement stables, de même que les travaux dans le logement,** dont on aurait pu penser que le confinement susciterait de nouveaux besoins en la matière. Il en va de même des sorties et des loisirs, en 4^{ème} position avec 25 %. Pour l'ensemble des autres postes budgétaires, les variations par rapport à la vague précédente de l'enquête sont de très faible amplitude.

"Quels sont les trois premiers usages que vous feriez de cet argent ?"

Base totale, n=1888



Source : © L'ObSoCo / ADEME, mai 2020

Afin d'explorer les **représentations du commerce idéal**, nous avons soumis aux personnes ayant participé à l'enquête les visuels de 8 catégories d'espaces commerciaux qu'ils devaient évaluer au moyen d'une note allant de -5 à +5 selon leur proximité avec leur conception d'un commerce idéal.



Les résultats sont très proches de ceux observés en 2019 et confirment l'**attachement à des catégories d'espaces commerciaux ancrés dans le tissu urbain**. En effet, les deux espaces commerciaux le mieux notés, devançant confortablement les autres, représentent des rues commerçantes piétonnières de centre-ville. Le visuel représentant une rue commerçante de ville petite ou moyenne est mieux évalué encore que celle du centre historique d'une grande ville. On est tenté de voir dans cet attrait pour le commerce urbain la manifestation de la sensibilité des Français aux petites échelles, à l'authenticité, à l'ancrage dans les territoires et l'histoire. D'ailleurs, à l'autre extrême, **on retrouve les notes moyennes (modérément) négatives données aux espaces commerciaux symbolisant la révolution commerciale précédente : la galerie marchande d'hypermarché et le grand centre commercial** (dont la moyenne s'est dégradée par rapport à 2019).

On notera que, si l'évaluation que font les 18-25 ans des espaces commerciaux de centre-ville est assez proche de la moyenne, ils notent en moyenne positivement les centres commerciaux et les galeries marchandes. C'est à partir de 35 ans que les moyennes deviennent négatives. La position des répondants par rapport aux trois systèmes utopiques laisse apparaître des différences plus marquées. Les partisans de l'utopie techno-libérale ont évalué beaucoup plus favorablement que les partisans des deux autres utopies, à la fois les centres commerciaux et le e-commerce. Les partisans de l'utopie écologique sont les plus sévères à l'égard des centres commerciaux et des galeries marchandes.

LE RAPPORT AU CADRE DE VIE

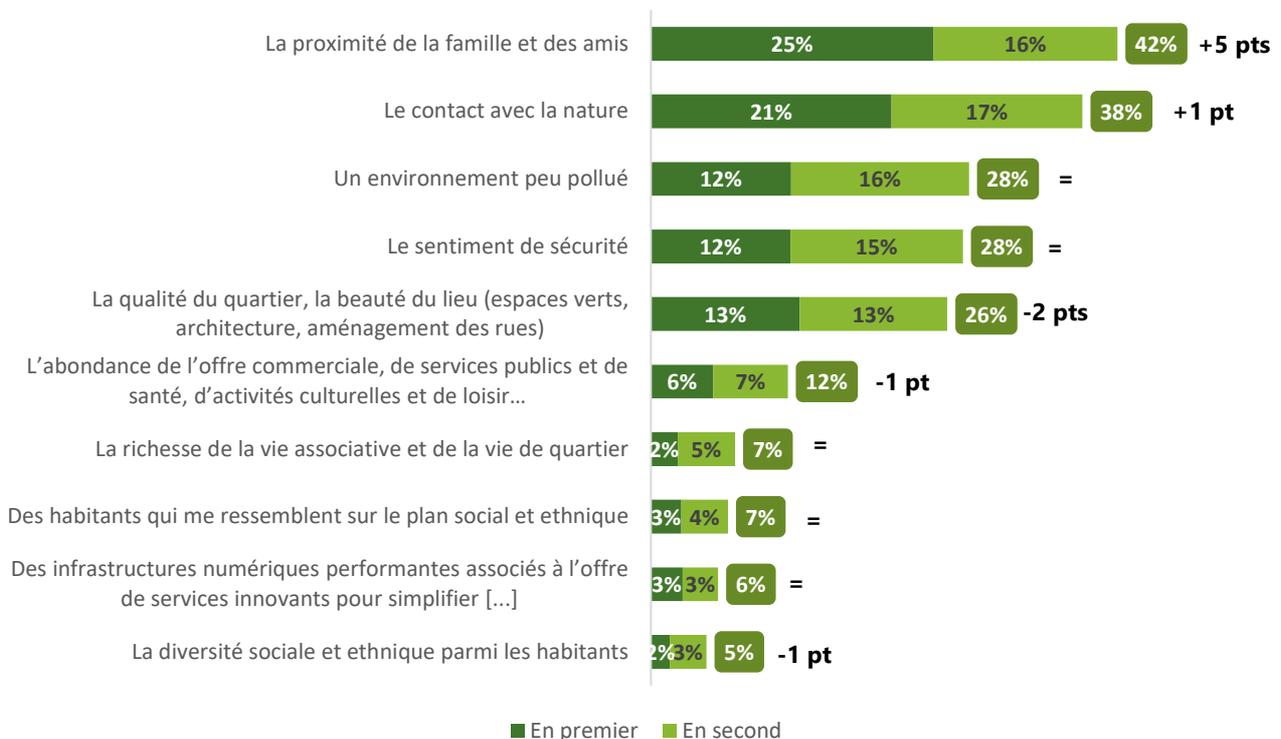
Les personnes ayant participé à l'enquête ont pu exprimer les caractéristiques de ce qui constituerait pour elles le cadre de vie idéal. Pour cela, elles pouvaient choisir 2 items parmi 10.

Là aussi, les réponses sont très peu différentes de celles obtenues en 2019.

« La proximité de la famille et des amis » est en première position, retenu par 41 % des répondants (dont 25 % en premier). Avec un gain de 4 points, c'est la seule caractéristique du cadre de vie qui enregistre une progression significative par rapport à la vague précédente. Avec 37 %, « le contact avec la nature » arrive juste derrière, mais ne gagne qu'un point, de même que « un environnement peu pollué » (29 %) en troisième position. « Le sentiment de sécurité », en quatrième position, recule quant à lui d'un point, comme « la qualité du quartier, la beauté du lieu » (27 %).

"Dans l'idéal, sans tenir compte des contraintes, si vous pouviez choisir librement votre lieu de vie, parmi les caractéristiques suivantes, que recherchiez-vous en priorité ?"

Base totale, n=1888



Source : © L'ObSoCo / ADEME, mai 2020

Dans le détail, **c'est parmi les partisans de l'utopie sécuritaire que la mise en avant de la proximité des proches a le plus progressé**, avec un gain de 10 points, qui en fait la sous-population qui prise le plus ce critère. On note également une forte progression de cet item chez les femmes (+ 8 points à 46 %) alors qu'il enregistre un léger recul chez les hommes (à 37 %). C'est aux deux extrémités de la courbe des âges que la sélection de ce critère a le plus progressé (+9 points pour les 18-24 ans ; + 15 points pour les 65-70 ans).

LES ASPIRATIONS SPONTANÉES AU CHANGEMENT

Pour compléter notre approche, nous avons également introduit dans notre questionnaire **deux questions ouvertes**. Celles-ci sont directement - mais librement - **inspirées des pistes de réflexion lancées par Bruno Latour** dans un article paru le 30 mars dernier dans la revue en ligne AOC. En conclusion de cet article intitulé « *Imaginer les gestes-barrières contre le retour à la production d'avant crise* », le philosophe et sociologue invitait les lecteurs à dresser un petit inventaire des activités qu'ils aimeraient voir reprendre à l'identique, se développer ou au contraire ralenties ou stoppées.

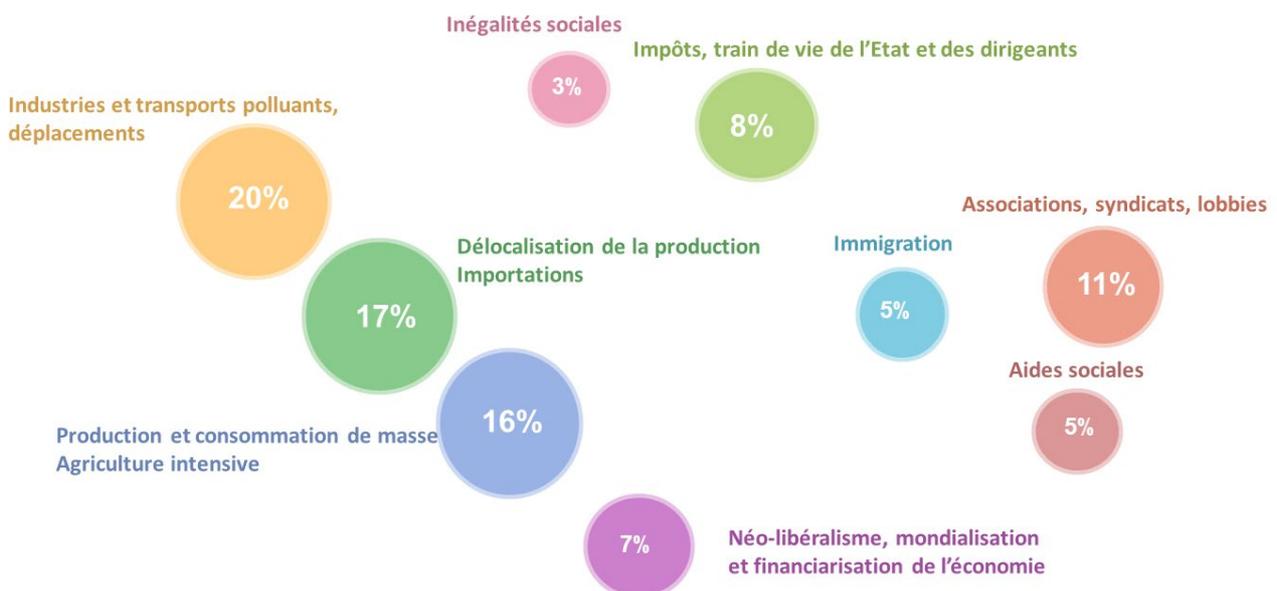
LES ACTIVITÉS QU'IL FAUDRAIT CESSER OU RALENTIR

54% des répondants estiment de fait qu'il faudrait cesser ou ralentir considérablement un certain nombre d'activités qui ne leur semblent pas indispensables pour le pays et la société, voire sont nuisibles. Quand 13% seulement n'en voient pas et 34% peinent à répondre.

Pour ceux qui se prononcent, leurs réponses spontanées apparaissent cohérentes avec le reste de l'enquête. Alignée avec la forte préoccupation environnementale, viennent d'abord **les industries et mobilités polluantes** – notamment le transport aérien – (20%) puis, conformément à ce qui s'intensifie dans cette vague-ci de l'enquête du fait de la crise sanitaire, **la question des délocalisations** (17%). Une part importante de répondants (16% de mentions spontanées) remettent également en cause notre modèle de développement avec l'appel à **diminuer fortement voire à arrêter la production de masse/intensive et la consommation de masse**. A noter que les syndicats, partis politiques mais aussi lobbies ou associations défendant les intérêts particuliers et minorités (luttant par exemple contre le racisme ou pour les droits LGBT) apparaissent également parmi les activités remises en cause spontanément par 11% des répondants.

Quelles sont les activités (économiques, de service public, associatives...) qu'il faudrait cesser ou ralentir considérablement, qui ne vous semblent pas indispensables pour le pays et la société, voire qui sont nuisibles ?

Base n = 1065



Dans le détail, plus l'âge des répondants s'élève, plus ceux-ci sont prompts à remettre en cause l'immigration, les syndicats et associations, à stigmatiser les impôts et le train de vie de l'Etat de même que les aides sociales. La remise en cause du modèle de développement et des industries et mobilités polluantes est au contraire plus prégnante à mesure que l'âge des répondants décroît. En cela, les plus jeunes rejoignent les catégories socio-professionnelles supérieures. La dénonciation du néolibéralisme, de la mondialisation et de la financiarisation de l'économie est le territoire d'expression privilégié des répondants se définissant comme gilets jaunes actifs. Quant à la question des délocalisations, elle apparaît relativement transversale.

La crise sanitaire et surtout ses conséquences s'avèrent en outre avoir un impact important sur cette question : **les aspirations librement exprimées par ceux qui ont d'ores et déjà été financièrement impactés diffèrent notablement de ceux qui ont été préservés.** Les premiers souhaitant clairement voir refluer l'immigration, les aides sociales et les impôts.

On retrouve également des contrastes sensibles mais aussi des proximités entre les partisans des trois systèmes utopiques. Si la **critique forte des délocalisations s'avère commune aux adeptes de l'utopie sécuritaire et écologique**, il en va de même des griefs à l'égard des industries et transports polluants et de la production / consommation de masse. En revanche, ces deux derniers points sont plus intensément développés par les adeptes de l'utopie écologique quand ceux de l'utopie sécuritaire se distinguent nettement sur les aides sociales et l'immigration qu'ils fustigent.

Les activités qu'il faudrait cesser ou ralentir selon le système utopique préféré

Base totale, n = 1065

	Partisans de l'utopie sécuritaire	Partisans de l'utopie technolibérale	Partisans de l'utopie écologique
Inégalités sociales	125	36	89
Production et consommation de masse - Agriculture intensive	69	46	125
Industries et transports polluants	64	79	121
Déplacements inutiles	69	81	122
Néo-ibéralisme, mondialisation et financiarisation de l'économie	96	67	110
Délocalisation de la production importations	138	59	91
Associations, syndicats, lobbies	116	128	89
Impôts, le train de vie de l'Etat et des dirigeants	229	78	41
Aides sociales	193	160	42
Immigration			

Ces données sont des indices correspondant à une règle de proportionnalité qui, lorsque la valeur est conforme à la moyenne nationale vaut 100. Si, par exemple la valeur est 1,5 fois la moyenne nationale l'indice sera de 150.

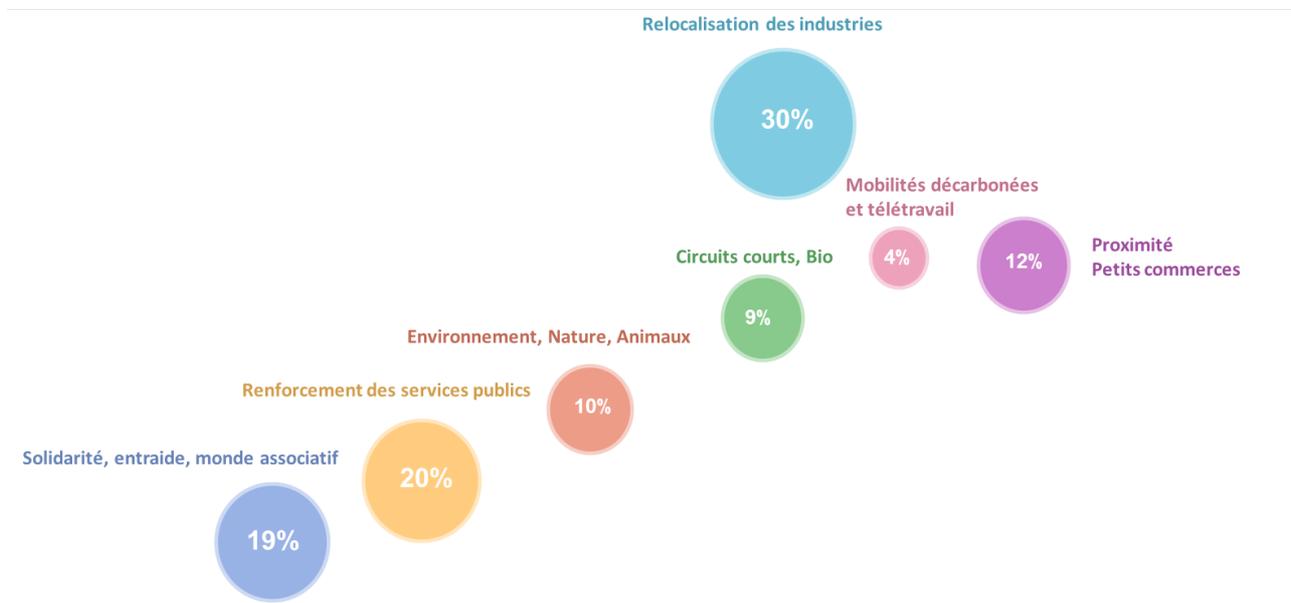
LES ACTIVITÉS À ENCOURAGER

Un Français sur deux s'est par ailleurs spontanément exprimé s'agissant, à l'inverse, des activités dont il souhaiterait qu'elles reprennent / se développent ou qui devraient être inventées dans un "monde d'après" (8% ne manifestent pas de souhait de la sorte et 42% ne semblent pas pouvoir se projeter). **Les**

suggestions qui reviennent le plus fréquemment font directement écho à la question précédente et renvoient à la **relocalisation des activités économiques** (30% de mentions spontanées). Une aspiration dont il convient de mentionner qu'elle traverse l'ensemble des catégories socio-démographiques et professionnelles de notre échantillon. Viennent ensuite le **renforcement des services publics** (au premier rang desquels les hôpitaux) et la solidarité et l'entraide. Sur ce dernier point, à la lecture des contributions, ce sont surtout les solidarités à destination des plus proches (ses voisins), des plus diminués, âgés ou encore des personnels hospitaliers qui s'expriment. On trouve également une déclinaison économique de cette dimension autour du soutien au petits commerces, aux circuits courts et au bio. Toutes les micro-solidarités qui ont fleuri pendant la crise apparaissent donc comme devant être pérennisées.

Quelles sont les activités (économiques, de service public, associatives...) dont vous souhaiteriez qu'elles reprennent / se développent ou qui devraient être inventées dans ce "monde d'après" ?

Base totale, n = 1023



En termes d'aspirations, de nouveau et logiquement, les partisans des utopies écologiques et sécuritaires se rejoignent sur les relocalisations souhaitables. Mais c'est aussi le cas s'agissant du renforcement des services publics et des solidarités et sur des activités liées au respect de l'environnement, de la nature et des animaux. En revanche les partisans de l'utopie écologique expriment plus fortement leur désir de soutenir les circuits courts et le bio ainsi que les petits commerces.

Les activités à encourager selon le système utopique préféré

	Partisans de l'utopie écologique	Partisans de l'utopie sécuritaire	Partisans de l'utopie technolibérale
Mobilités décarbonnées - Télétravail	105	108	65
Solidarité, entraide, monde associatif	103	95	105
Renforcement des services publics	107	96	85
Proximité - Petits commerces	117	77	77
Relocalisation des industries - Autonomie	104	108	59
Circuits courts - Bio	133	54	60
Environnement - Nature - Animaux	111	100	45

Ces données sont des indices correspondant à une règle de proportionnalité qui, lorsque la valeur est conforme à la moyenne nationale vaut 100. Si, par exemple la valeur est 1,5 fois la moyenne nationale l'indice sera de 150.

Il est finalement assez frappant de constater que **les partisans de l'utopie techno-libérale se montrent bien moins déserts que ceux des deux autres systèmes utopiques à la fois en termes de remises en cause que d'aspirations**. Comme si le monde tel qu'il est leur convenait mieux ou moins mal qu'aux autres ou qu'ils n'y voyaient en tous cas pas d'alternative. Comme si, peut-être aussi, le progrès de la technologie pouvait suffire à pallier les problèmes à venir.

L'Observatoire des perspectives utopiques Vague 2

Étude dirigée par	Philippe Moati
Avec la collaboration de	Guénaëlle Gault Boris Descarrega Kenzo Crespin Nathalie Rabemalanto
Directeur de la publication	Nathalie Damery
Date de publication	juin 2020
Prix	Diffusion gratuite

La reproduction à des fins professionnelles, même partielle, par quelque procédé que ce soit, est strictement interdite sans l'autorisation des Éditions de l'ObSoCo. La reproduction de cette étude et/ou le transfert de fichier à des tiers sont interdits en respect du code de la propriété intellectuelle.

L'ObSoCo, Paris 2020

ISBN 978-2-36823-052-7 | dépôt légal 2^{ème} trimestre 2020